

**Visite du Premier ministre
Jean Chrétien
et de l'Équipe Canada
en Chine et à Hong Kong**

du 5 au 13 novembre 1994

Cahier d'information



CANADA



Affaires étrangères et
Commerce extérieur Canada

Foreign Affairs and
International Trade Canada

Imprimé au Canada
Printed in Canada

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 2004025 1

Printed on
recycled paper



Imprimé sur du
papier recyclé

DOCS
CA1 EA 94V65 EXF
Visit to China and Hong Kong by
Prime Minister Jean Chretien and
Team Canada, November 5-13, 1994 :
background information.
43271701

Table des matières

Biographies

Ministres fédéraux

Le Premier ministre du Canada

M. Jean Chrétien 7

Le ministre du Commerce international du Canada

M. Roy MacLaren 9

Le Secrétaire d'État du Canada pour l'Asie-Pacifique

M. Raymond Chan 10

Premiers ministres provinciaux

Le Premier ministre de l'Ontario

M. Bob Rae 11

Le Premier ministre de la Nouvelle-Écosse

Le D^r John Savage 12

Le Premier ministre du Nouveau-Brunswick

M. Frank McKenna 13

Le Premier ministre du Manitoba

M. Gary Filmon 14

Le Premier ministre de la Colombie-Britannique

M. Michael Harcourt 15

La Première ministre de l'Île-du-Prince-Édouard

M^{me} Catherine Callbeck 16

Le Premier ministre de l'Alberta

M. Ralph Klein 17

Le Premier ministre de la Saskatchewan

M. Roy Romanow 18

Le Premier ministre de Terre-Neuve et du Labrador

M. Clyde Wells 19

Leaders des gouvernements territoriaux

La Leader du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

M^{me} Nellie Cournoyea 20

Le Leader du gouvernement pour le Yukon

M. John Ostashek 21

Leaders municipaux

Le Président de la Fédération canadienne des municipalités

M. Laurence Mawhinney 22

Le Maire de Vancouver

M. Philip Owen 23

Chine

Carte 26

Les relations entre le Canada et la Chine 27

Les quatre piliers de la politique du Canada à l'égard de la Chine 32

Le Conseil commercial Canada-Chine (CCCC) 38

Accords entre le Canada et la Chine 39

Fiche documentaire sur la Chine 41

Beijing 43

Shanghai 44

Hong Kong

Carte 46

Les relations entre le Canada et Hong Kong 47

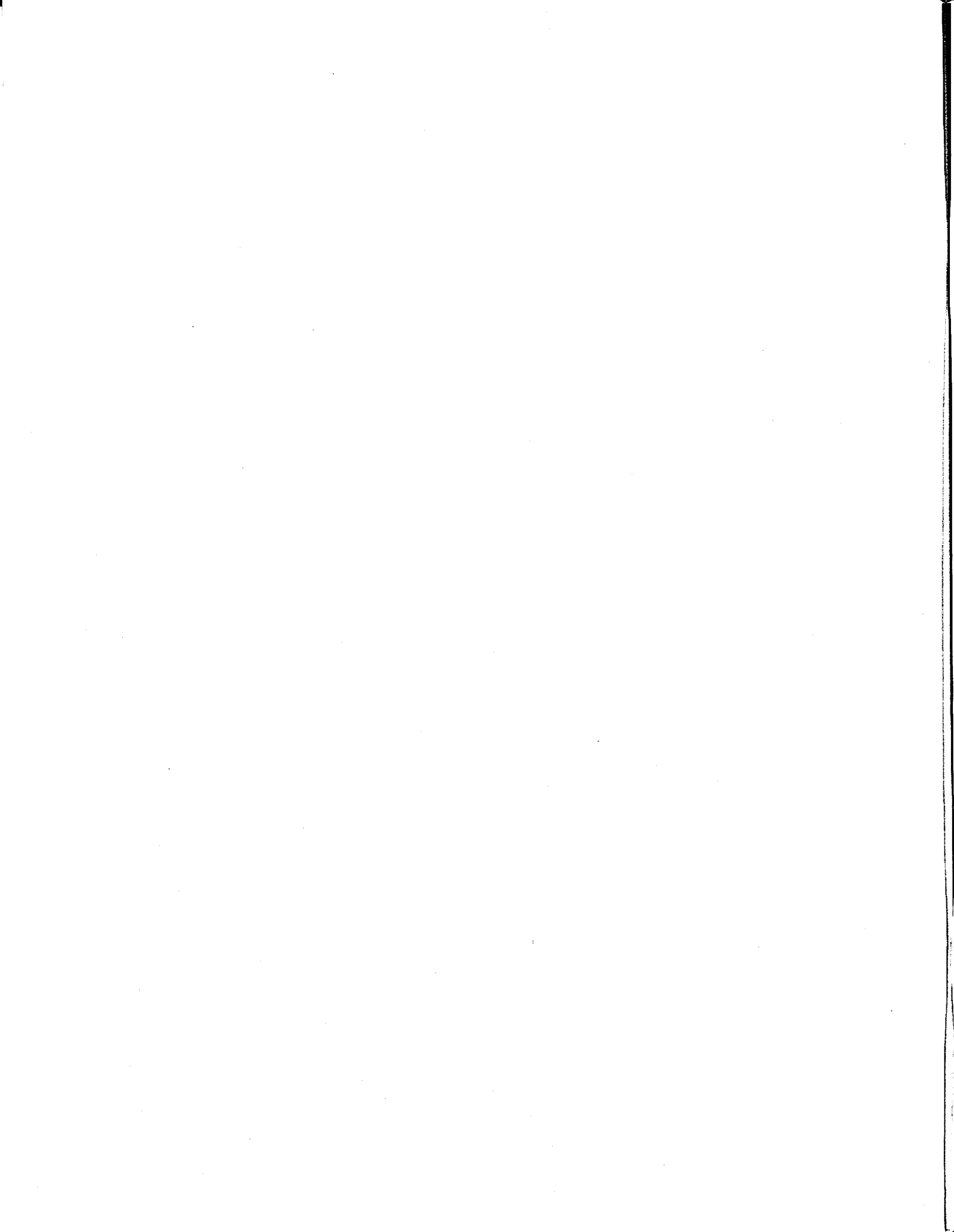
Les Canadiens à Hong Kong pendant la Seconde Guerre mondiale 49

Accords entre le Canada et Hong Kong 51

Fiche documentaire sur Hong Kong 52

Hong Kong 53

Biographies



Ministres fédéraux

Le Premier ministre du Canada

M. Jean Chrétien

M. Jean Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1958, il est entré au service d'une étude de Shawinigan et il a été bâtonnier du Barreau de Trois-Rivières en 1962-1963.

M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963 où il représentait Saint-Maurice — Laflèche. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du Premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il est devenu ministre d'État associé au ministre des Finances et en 1968, ministre du Revenu national.

M. Chrétien a été réélu à la Chambre des communes en 1968, cette fois comme député de la nouvelle circonscription de Saint-Maurice. Il a été ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien de 1968 à 1974, alors qu'il est devenu président du Conseil du Trésor.

Il a été nommé ministre de l'Industrie et du Commerce en 1976 et, un an plus tard, ministre des Finances du Canada, poste qu'il a occupé jusqu'en 1979. Les électeurs lui ont confié un sixième mandat aux élections de 1979.

Il s'est vu confier les fonctions de ministre de la Justice et de Procureur général du Canada et de ministre d'État chargé du Développement social en 1980, fonctions auxquelles s'est aussitôt ajouté le rôle de ministre responsable des négociations constitutionnelles. Il a ensuite été nommé ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources en 1982.

M. Chrétien a été nommé Vice-premier ministre et Secrétaire d'État aux Affaires extérieures en juin 1984. Il a été réélu dans sa circonscription de Saint-Maurice en septembre 1984. En tant que membre de l'Opposition, il a été porte-parole de son parti pour les affaires extérieures. Il a quitté ses fonctions à la Chambre des communes en 1986 pour retourner à la pratique du droit.

Le 23 juin 1990, M. Chrétien a été élu chef du Parti libéral du Canada. Il a remporté le siège de Beauséjour, au Nouveau-Brunswick, à l'élection partielle du 10 décembre 1990, et il est devenu officiellement chef de l'Opposition le 21 décembre suivant.

M. Chrétien a été réélu député de la circonscription de Saint-Maurice le 25 octobre 1993, date à laquelle le Parti libéral a remporté la majorité des sièges à la Chambre des communes. Il a prêté serment en tant que 20^e Premier ministre du Canada le 4 novembre 1993.

M. Chrétien a épousé Aline Chaîné, originaire de Shawinigan, en 1957 et ils ont trois enfants.

Le ministre du Commerce international du Canada
M. Roy MacLaren

M. MacLaren est né à Vancouver (Colombie-Britannique) en 1934. Il est diplômé de l'Université de la Colombie-Britannique ainsi que de l'Université Cambridge, de l'Université Harvard et de l'Université de Toronto.

Ses affectations en tant que membre du service extérieur du Canada de 1957 à 1969 l'ont conduit à Hanoi, Prague, Genève et New York.

M. MacLaren possède une vaste expérience des affaires. Il a été président de Ogilvy et Mather (Canada) Ltd. et du conseil d'administration de CB Media Ltd., vice-président de Massey-Ferguson Ltd. et directeur de plusieurs sociétés, dont Royal LePage Ltd., Royal LePage Mortgage Corporation, London Insurance Group Inc. et Deutsche Bank (Canada).

Élu pour la première fois député à la Chambre des communes en 1979, où il représente depuis la circonscription de Etobicoke-Nord (Toronto métropolitain), il a été réélu en 1980, 1988 et 1993. Il est entré au Cabinet en 1983, à titre de ministre d'État (Finances), et s'est vu confier le portefeuille du Revenu national en 1984. Il a été porte-parole officiel de l'Opposition pour les questions relatives au commerce extérieur, coprésident du Comité mixte spécial sur la réforme du Sénat, président du Groupe de travail fédéral sur les relations entre les milieux d'affaires et le gouvernement, et président de la Commission libérale des politiques économiques.

M. MacLaren a épousé Alethea Mitchell en 1959 et ils ont trois enfants.

Le Secrétaire d'État du Canada pour l'Asie-Pacifique
M. Raymond Chan

Né en 1951 à Hong Kong, M. Chan est arrivé au Canada en 1969 et est devenu citoyen canadien en 1974. Il est titulaire d'un baccalauréat en sciences appliquées en génie physique de l'Université de la Colombie-Britannique.

Ingénieur professionnel, M. Chan a travaillé au centre de recherche TRIUMF de l'Université de la Colombie-Britannique de 1977 à 1993. Il est aussi propriétaire de restaurant et il a exploité deux petites entreprises de 1974 à 1989.

En 1989, M. Chan a fondé la Vancouver Society in Support of Democracy Movement et en a été le premier président. Il est aussi membre du Mandarin Lions Club et du Dragon Masters Toastmasters Club de Richmond.

M. Chan a été élu le 25 octobre 1993 à la Chambre des communes, où il représente la circonscription de Richmond, en Colombie-Britannique.

M. Chan a épousé Maureen Marnlien en 1975; ils ont deux enfants.

Premiers ministres provinciaux

Le Premier ministre de l'Ontario

M. Bob Rae

M. Rae est né à Ottawa (Ontario), le 2 août 1948. Il détient un baccalauréat ès arts et une licence en droit de l'Université de Toronto et il a été, en 1969, l'un des deux récipiendaires de l'Ontario d'une bourse d'études de la Fondation Cecil Rhodes. Il a obtenu un grade supérieur en sciences politiques de l'Université d'Oxford et a ensuite travaillé à Londres dans un centre d'aide juridique. Il a acquis une formation pratique en droit du travail auprès des Métallurgistes unis d'Amérique, à Toronto.

Député fédéral de la circonscription de Broadview-Greenwood à Toronto de 1978 à 1982, il a été le porte-parole du Parti néo-démocrate en matière de logement et de finances.

M. Rae a été élu chef du Parti néo-démocrate de l'Ontario en février 1982 et, à l'élection partielle de novembre suivant, député de la circonscription de York-Sud à l'Assemblée législative.

Il a été réélu à ce siège aux élections générales de 1985, 1987 et 1990. En devenant premier ministre de l'Ontario en 1990, M. Rae prenait la tête du premier gouvernement néo-démocrate de l'histoire de la province.

M. Rae est marié à Arlene Perly; ils ont trois filles.

Le Premier ministre de la Nouvelle-Écosse Le D^r John Savage

Le D^r Savage est natif du pays de Galles. Diplômé en 1956 du Queen's College Medical School de Belfast, en Irlande du Nord, il a exercé sa profession pendant plus de trente ans comme médecin de famille. Il a été à l'origine de nombreuses initiatives communautaires : l'ouverture de garderies, la mise sur pied de programmes à l'intention des toxicomanes et d'un service de soins médicaux au Nicaragua.

Le D^r Savage a joué un important rôle d'éducateur en matière de promotion de la santé, et il a donné des cours axés sur la vie familiale dans toute la province. Élu au Conseil scolaire de Dartmouth en 1978, le D^r Savage en a assumé la présidence en 1984 et 1985.

Devenu maire de Dartmouth en 1985, le D^r Savage a été réélu à deux reprises avant de démissionner, en 1992, pour prendre la direction du Parti libéral de la Nouvelle-Écosse. En sa qualité de maire, il a mis de l'avant le concept d'une « communauté en santé », et il a lancé de nombreuses initiatives, notamment la célébration annuelle du multiculturalisme.

Aux élections de mai 1993, le D^r Savage, qui représente la circonscription de Dartmouth South, a mené le Parti libéral à la victoire. Le 11 juin, il est devenu officiellement premier ministre de la Nouvelle-Écosse.

M. Savage habite Dartmouth depuis 1966 avec son épouse Margaret et leurs sept enfants.

Le Premier ministre du Nouveau-Brunswick M. Frank McKenna

M. McKenna est né à Apohaqui, au Nouveau-Brunswick, le 19 janvier 1948. Il a obtenu un baccalauréat ès arts de la St. Francis Xavier University et a fait des études en sciences politiques à l'Université Queen's. Boursier de la fondation Beaverbrook, il a de plus étudié le droit à l'Université du Nouveau-Brunswick. À la fin de ses études, il est entré au service d'un cabinet d'avocats de Chatham et s'est spécialisé en plaidoirie.

Il a été élu député pour la première fois en 1982, dans la circonscription de Chatham, puis il a été réélu en 1987 et en 1991. Élu chef du Parti libéral du Nouveau-Brunswick en 1985, il a mené son parti à une victoire éclatante en 1987, en remportant tous les sièges de l'Assemblée législative. Son gouvernement a été réélu le 23 septembre 1991.

En 1988, le Premier ministre McKenna a reçu le Prix Vanier et, en 1993, l'Association canadienne de développement économique lui a décerné le titre de promoteur de l'année au Canada. Il a de plus reçu, en mai de cette année, le certificat de distinction de l'Association canadienne de technologie de pointe pour son leadership dans le développement et la mise en application des technologies nouvelles dans le secteur public.

M. McKenna a épousé Julie Friel; ils ont trois enfants.

Le Premier ministre du Manitoba M. Gary Filmon

Né à Winnipeg (Manitoba), le 24 août 1942, M. Filmon a étudié à l'Université du Manitoba qui lui a décerné en 1964 un baccalauréat ès sciences (génie civil) et une maîtrise en génie civil en 1967.

Il a occupé pendant cinq ans le poste d'ingénieur-conseil chez Underwood McLellan Ltd., puis il a été durant onze ans président du Success/Angus Commercial College.

Élu au conseil municipal de la Ville de Winnipeg, en 1975, il y a siégé pendant quatre ans. M. Filmon a été élu pour la première fois député progressiste-conservateur à l'Assemblée législative du Manitoba lors d'une élection partielle en 1979. Le mois suivant, il a été nommé adjoint du ministre des Finances, de l'Énergie et des Mines. Il a occupé ce poste jusqu'en janvier 1981, date où il a été appelé au cabinet provincial à titre de ministre de la Consommation, des Corporations et de l'Environnement; il a aussi assumé la responsabilité de la Société d'habitation et de rénovation du Manitoba. Réélu député de Tuxedo en 1981, 1986, 1988 et 1990, M. Filmon est chef du Parti progressiste-conservateur du Manitoba depuis décembre 1983.

M. Filmon est devenu premier ministre du Manitoba en 1988. Son parti ayant été réélu aux élections de 1990, il termine actuellement son deuxième mandat en tant que premier ministre.

M. Filmon a épousé Janice Clare; ils ont quatre enfants.

Le Premier ministre de la Colombie-Britannique

M. Michael Harcourt

M. Harcourt est né à Edmonton (Alberta) le 6 janvier 1943. Il est diplômé en droit de l'Université de Colombie-Britannique.

Sa longue carrière en politique, commencée en tant que conseiller municipal de Vancouver en 1973, a été couronnée par trois mandats successifs comme maire de cette ville. Pendant cette période, il a dirigé la Fédération canadienne des municipalités et représenté Vancouver à divers conseils et commissions.

Avant de se lancer en politique, M. Harcourt pratiquait le droit et militait en faveur d'action communautaire à Vancouver. Il est membre fondateur de la Vancouver Community Legal Assistance Society et a fait partie de nombreuses autres organisations municipales.

Chef du Parti néo-démocrate de la Colombie-Britannique depuis avril 1987, M. Harcourt représente la circonscription de Vancouver-Mount Pleasant. Il a prêté serment en tant que premier ministre de la Colombie-Britannique le 5 novembre 1991.

Il est marié et a un fils.

La Première ministre de l'Île-du-Prince-Édouard **M^{me} Catherine Callbeck**

Née le 25 juillet 1939, M^{me} Callbeck a reçu un baccalauréat en commerce de l'Université Mount Allison en 1960 et un baccalauréat en éducation de l'Université Dalhousie en 1963. Elle a également suivi des cours de niveau postsecondaire en administration des affaires à l'Université de Syracuse.

Après avoir enseigné l'administration des affaires au Nouveau-Brunswick et en Ontario, M^{me} Callbeck est revenue à l'Île-du-Prince-Édouard où elle a travaillé auprès de l'entreprise familiale, Callbeck's Ltd., à Central Bedeque.

Élue en 1974 députée de la quatrième circonscription de Prince à l'Assemblée législative, elle a été ministre de la Santé et des Services sociaux et ministre responsable des personnes handicapées de 1974 à 1978. En 1978, elle a réintégré l'entreprise familiale.

M^{me} Callbeck a été élue députée fédérale de la circonscription de Malpègue en 1988 et elle a été porte-parole officielle de l'Opposition pour la consommation et les corporations, l'énergie, les mines et les ressources et les institutions financières, ainsi que critique associée pour la privatisation et les affaires réglementaires.

Élue chef du Parti libéral de l'Île-du-Prince-Édouard le 23 janvier 1993, elle a été assermentée comme Première ministre et présidente du Conseil exécutif le 25 janvier. Elle a été élue députée de la première circonscription de Queens à l'Assemblée législative aux élections générales du 29 mars 1993.

M^{me} Callbeck est la première femme au Canada à être élue première ministre d'une province.

Le Premier ministre de l'Alberta

M. Ralph Klein

M. Klein est né à Calgary (Alberta) le 1^{er} novembre 1942. Il a interrompu ses études secondaires pour s'enrôler dans l'Aviation royale canadienne. Après avoir quitté la vie militaire et terminé ses études, il a occupé le poste de directeur du Calgary Business College.

De 1963 à 1969, M. Klein a travaillé dans le domaine des relations publiques pour la Croix-Rouge et Centraide, puis comme journaliste à la radio et à la télévision.

Maire de Calgary de 1980 à 1989, il a participé à l'organisation des Jeux olympiques d'hiver de 1988, à l'implantation du Light Rail Transit System de Calgary et au programme de protection de la rivière Bow.

Peu de temps après son élection, en mars 1989, comme député de Calgary-Elbow à l'Assemblée législative de l'Alberta, M. Klein a été nommé ministre de l'Environnement.

Élu chef du Parti progressiste-conservateur de l'Alberta en décembre 1992, il a été assermenté premier ministre de cette province le 16 décembre de la même année. Les Albertains lui ont confié un nouveau mandat le 15 juin 1993.

M. Klein a reçu l'Ordre de Saint-Jean en 1986 et a été admis à l'Ordre olympique en 1988. L'International Young Entrepreneurs Organization l'a proclamé Homme de l'année en 1994.

M. Klein et son épouse Colleen ont cinq enfants.

Le Premier ministre de la Saskatchewan

M. Roy Romanow

M. Romanow est né à Saskatoon (Saskatchewan). Il y a fait ses études et a obtenu des diplômes en arts et en droit de l'Université de la Saskatchewan.

Élu pour la première fois à l'Assemblée législative de la Saskatchewan en 1967, il a été réélu en 1971, 1975, 1978, 1986 et 1991.

De 1971 à 1982, M. Romanow a occupé le poste de vice-premier ministre de la Saskatchewan sous le gouvernement néo-démocrate. Il a également été procureur général et a présidé plusieurs réformes du système judiciaire, y compris la mise en place d'un régime provincial d'aide juridique, la création de la Commission des droits de la personne de la Saskatchewan, l'adoption du Code des droits de la personne de la Saskatchewan et la création du Bureau de l'ombudsman provincial.

En 1979, M. Romanow s'est vu confier le nouveau portefeuille des Affaires intergouvernementales. À ce titre, il a joué un rôle-clé dans les négociations fédérales-provinciales qui débouchèrent sur l'Accord constitutionnel de novembre 1981. Il a été co-auteur d'un livre sur ces négociations intitulé *Canada Notwithstanding* publié en 1984.

À sa réélection en octobre 1986, M. Romanow a été nommé porte-parole de son parti pour les affaires fédérales-provinciales ainsi que pour les questions de développement économique et de commerce.

En 1987, il a été proclamé leader du Nouveau parti démocratique de la Saskatchewan. Il a assumé les fonctions de premier ministre le 1^{er} novembre 1991 après avoir conduit son parti à une victoire aux élections générales d'octobre 1991.

Le Premier ministre de Terre-Neuve et du Labrador

M. Clyde Wells

M. Wells est né à Buchans Junction (Terre-Neuve) le 9 novembre 1937. Il a obtenu un diplôme de l'Université Memorial de Terre-Neuve en 1959 et de la faculté de droit de l'Université Dalhousie en 1962. Il a été admis au barreau de la Nouvelle-Écosse en 1963 et à celui de Terre-Neuve en 1964. Il a établi son cabinet d'avocats à Corner Brook, Terre-Neuve, en 1964.

M. Wells est entré dans la vie publique en 1966 en tant que député de la circonscription électorale de Humber East à l'Assemblée législative. Nommé à vingt-neuf ans ministre du Travail, il a été le ministre le plus jeune de l'histoire de Terre-Neuve.

De 1977 à 1979, M. Wells a été membre du Comité du droit constitutionnel de l'Association du Barreau canadien. Au début des années 80, il a représenté le gouvernement fédéral dans plusieurs grandes causes ayant trait à la Constitution. Il a aussi été actif dans les milieux d'affaires et dans sa communauté, entre autres en étant à la tête de plusieurs conseils d'administration.

M. Wells est devenu chef du Parti libéral de Terre-Neuve et du Labrador en juin 1987 et il a été élu premier ministre le 5 mai 1989. Il a mené le Parti libéral à un deuxième gouvernement majoritaire et il a été élu député de la circonscription de Bay of Islands le 3 mai 1993.

M. Wells a épousé Eleanor Bishop; ils ont trois enfants.

Leaders des gouvernements territoriaux

La Leader du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest M^{me} Nellie Cournoyea

Née à Aklavik (Territoires du Nord-Ouest) en 1940, M^{me} Cournoyea a poursuivi ses études par correspondance à la Federal Aklavik Day School de l'Alberta.

Elle a été annonceur et gérante de la station de Radio-Canada d'Inuvik pendant neuf ans. Elle a aussi été agent pour les revendications territoriales de l'Inuit Tapirisat du Canada et membre fondatrice, puis administratrice et agent des droits des terres du Comité d'étude des droits des autochtones.

M^{me} Cournoyea a été la première directrice générale de l'Inuvialuit Development Corporation. Elle a occupé pendant plusieurs années le poste de coordonnatrice de la mise en oeuvre de la Convention définitive des Inuvialuit et elle a siégé aux conseils de direction de l'Inuvialuit Petroleum Corporation, de l'Inuvialuit Development Corporation, du Conseil d'inscription et du Conseil d'arbitrage.

M^{me} Cournoyea, qui représente la circonscription de Nunakput (Arctique de l'Ouest) depuis 1979, a été élue leader du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest le 15 novembre 1991.

En 1982, l'Association des femmes autochtones des Territoires du Nord-Ouest l'a proclamé femme de l'année (catégorie politique) et, en 1986, elle est devenue la première récipiendaire du prix Wallace Goose décerné par l'Inuvialuit Regional Corporation pour sa contribution à la culture et au mode de vie des Inuvialuit. En 1994, M^{me} Cournoyea a reçu le Prix d'excellence aux Autochtones.

Le Leader du gouvernement du Yukon

M. John Ostashek

M. Ostashek est né le 10 mai 1936 à High Prairie, en Alberta.

Il a été nommé chef du Yukon Party en décembre 1991 et aux élections générales d'octobre 1992, il a été élu à l'Assemblée législative du Yukon où il représente la circonscription de Porter Creek-North. C'était la première fois qu'il brigait les suffrages des électeurs.

M. Ostashek a été président de la Yukon Outfitters Association, directeur de la Yukon Visitors Association, président du Kluane School Committee et dirigeant d'une entreprise qui organisait des excursions par avions nolisés.

M. Ostashek et sa femme, Carol Pettigrew, habitent le Yukon depuis 21 ans.

Leaders municipaux

Le Président de la Fédération canadienne des municipalités M. Laurence Mawhinney

M. Mawhinney est né en 1941 à Belfast, en Irlande du Nord. À son arrivée au Canada en 1948, sa famille s'est établie à Rose Bay, en Nouvelle-Écosse.

Il a obtenu des diplômes de l'Université Sir George Williams (Concordia) et de l'Université McGill.

Élu d'abord au conseil municipal de Lunenburg en 1976, puis maire en 1979, M. Mawhinney exerce actuellement son cinquième mandat. De plus, il compte quinze ans de service aux commissions scolaires du comté de Lunenburg, d'abord à titre de membre, puis à celui de président pendant sept ans.

En 1989 et 1990, M. Mawhinney a occupé le poste de président de l'Union des municipalités de la Nouvelle-Écosse. Il est président de la Fédération canadienne des municipalités, qui a été créée en 1937 et représente quelque 565 municipalités, grandes et petites, situées partout à travers le Canada.

En outre, M. Mawhinney siège au Comité de formation et de développement municipaux des Maritimes, dont les membres sont nommés par le Conseil des premiers ministres des Maritimes. Il a dirigé des séminaires de formation à l'intention des fonctionnaires élus et nommés dans les provinces maritimes et a publié des articles sur la procédure parlementaire municipale.

M. Mawhinney et sa femme Marion ont six enfants.

Le Maire de Vancouver

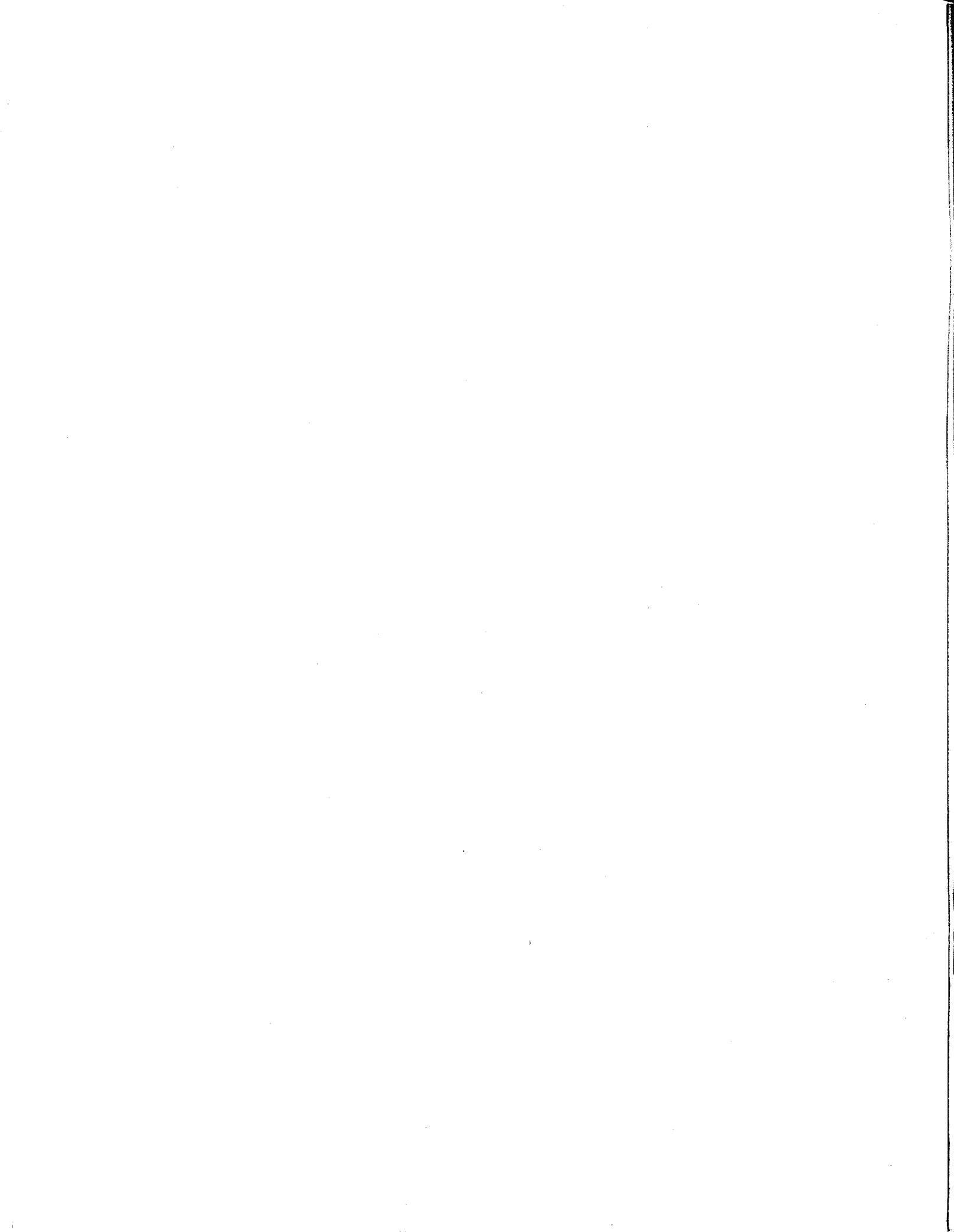
M. Philip Owen

M. Owen est natif de Vancouver (Colombie-Britannique). Après avoir terminé ses études, il s'est lancé dans le commerce de détail au service des magasins Eaton et, à 32 ans, il était gérant d'une succursale.

Par la suite, M. Owen et un partenaire ont mis sur pied une entreprise dans le domaine du textile. En 1972, il a commencé à s'intéresser au milieu de la petite entreprise de Vancouver. Il a depuis étendu ses intérêts dans d'autres secteurs du commerce de détail et de la fabrication.

Sa participation aux affaires municipales a commencé en 1978, année où il a été élu à l'Office des parcs de Vancouver. En 1986, il est devenu conseiller municipal. Au cours de ses huit années au Conseil, M. Owen a assumé la présidence du Comité permanent chargé des services et des budgets municipaux. Il a de plus mis sur pied un regroupement des petites entreprises de la ville de Vancouver et a joué un rôle actif au sein de plusieurs commissions et comités. Il a été élu maire de Vancouver en novembre 1993.

Le maire Owen et sa femme Brita ont trois enfants.



Chine



Les relations entre le Canada et la Chine

Relations bilatérales

- Les relations entre le Canada et la Chine ont pris plus de relief depuis un an. La visite du premier ministre Jean Chrétien en novembre sera le point culminant d'une série de visites de haut niveau qui ont eu lieu cette année, dont celles du gouverneur général, M. Ramon Hnatyshyn, du ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, du ministre du Commerce international, M. Roy MacLaren, du ministre de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire, M. Ralph Goodale, et du Secrétaire d'État pour l'Asie-Pacifique, M. Raymond Chan. Le vice-premier ministre chinois, M. Zou Jiahua, a effectué une visite au Canada en avril dernier. La délégation canadienne dirigée par le premier ministre qui réunira neuf premiers ministres provinciaux et quelque trois cents représentants du milieu des affaires, sera la plus importante à être jamais allée en Chine.
- Ces visites de haut niveau contribuent à la politique du Canada d'étendre ses relations avec la Chine dans quatre domaines principaux : le partenariat économique; le développement durable; les droits de la personne, le bon gouvernement et la primauté du droit; la paix et la sécurité.
- Compte tenu du potentiel et de la croissance économiques de la Chine, le Canada est en train d'établir des ponts dès maintenant en vue de susciter un partenariat économique à la fois créateur d'emplois et de prospérité chez nous et profitable pour la population chinoise.
- Le Canada a engagé avec la Chine un dialogue de fond sur les questions de non-prolifération et de sécurité régionale. Il vise à amener la Chine à adopter un comportement responsable en matière de ventes d'armes et à conclure dans les meilleurs délais le *Traité d'interdiction complète des essais nucléaires*.
- Au sein des forums multilatéraux, le Canada veille à ce que la Chine respecte ses obligations en vertu de la *Déclaration des droits de l'homme des Nations Unies*. Le Canada continue de manifester son inquiétude concernant la détention de dissidents politiques et le manque général de libertés politiques en Chine.
- Le développement durable forme partie intégrante de la politique canadienne à l'égard de la Chine. Le Canada cherche à l'aider à gérer son environnement dans une perspective mondiale, car elle est le plus important consommateur de charbon du monde.

- Le Canada appuie les efforts en cours pour instaurer une plus grande démocratie à Hong Kong. Il a clairement indiqué à la Chine qu'il s'attend à ce que se fasse sans heurt en 1997 le retour de Hong Kong sous sa tutelle, en conformité avec la loi de 1984 et la déclaration conjointe de la Chine et du Royaume-Uni à cet effet, tout en préservant la stabilité et la prospérité de l'ancien territoire.

Commerce et investissement

- La Chine est notre troisième marché en importance en Asie-Pacifique et notre cinquième partenaire commercial dans le monde; les échanges bilatéraux étaient estimés en 1993 à près de 4,8 milliards de dollars.
- Depuis que la Chine a adopté une politique d'ouverture et de réforme économiques, nos relations commerciales ont évolué rapidement. Par le passé, les exportations canadiennes comprenaient surtout des produits de base comme le blé, les engrais et la pâte de bois. Toutefois, depuis quelques années, les produits ouvrés occupent une place grandissante dans nos exportations. Alors qu'ils n'en représentaient que 4 p. 100 en 1988, ils constituaient respectivement 32 et 43 p. 100 de nos exportations totales (environ 400 millions de dollars) en 1993 et au premier semestre de 1994. Dans l'ensemble, les exportations canadiennes de produits ouvrés vers la Chine ont plus que doublé ces deux dernières années.
- En 1993, les exportations canadiennes vers la Chine ont totalisé 1,6 milliard de dollars, une baisse par rapport à l'année précédente où elles se chiffraient à 2,1 milliards; ce recul est en grande partie attribuable à la diminution spectaculaire des ventes de blé. Les données préliminaires du premier semestre de 1994 laissent présager néanmoins un retour vers les niveaux de 1992. Les principales importations canadiennes sont les vêtements d'extérieur, le coton, les jeux et les jouets, les articles de cuir, les chaussures, le matériel mécanique et les graines oléagineuses.
- Les importations de la Chine et ses besoins en matière d'infrastructure correspondent dans une large mesure aux points forts des exportateurs canadiens, en particulier dans les domaines des télécommunications, du pétrole et du gaz naturel, de la production d'électricité, des technologies et des services en matière d'environnement, des transports, de l'exploitation minière et de la pétrochimie, des produits agricoles et de la technologie.
- Le Canada et la Chine ont conclu un certain nombre d'ententes dans des secteurs tels que l'agriculture, les forêts, les télécommunications, les transports, les minéraux ferreux et non ferreux et les métaux, dans

le but de favoriser les transferts de technologie et les relations commerciales.

- Le Canada a toujours soutenu les efforts déployés par le gouvernement chinois pour ouvrir ses marchés en lui accordant le traitement de la nation la plus favorisée (NPF). Ainsi, elle a accès au marché canadien au même titre que la plupart de nos autres partenaires commerciaux. De plus, le Canada appuie sa demande d'accession à l'Organisation mondiale du commerce, ce qui ouvrirait davantage le marché chinois aux sociétés canadiennes.
- Le Canada a ouvert un bureau commercial à Guangzhou (anciennement Canton) dans la province de Guangdong, au coeur du sud industriel en pleine expansion. Il a une ambassade à Beijing et un consulat à Shanghai.
- Le gouvernement canadien a annoncé en juillet dernier que la Société pour l'expansion des exportations (SEE) ouvrirait une ligne de crédit additionnelle de 100 millions de dollars au bénéfice de la Chine, en vue d'accroître la compétitivité des exportations canadiennes.
- En 1992, on estimait à 37 millions de dollars les investissements directs du Canada en Chine, ce qui représente une hausse spectaculaire par rapport à 1991 et 1990, années où ils ont totalisé respectivement 14 et 8 millions de dollars. Les investissements chinois au Canada se chiffraient en 1992 à quelque 48 millions de dollars.
- Plus de cent entreprises canadiennes ont des bureaux en Chine et un nombre croissant d'entreprises souhaitent y faire des affaires ou y prendre de l'expansion. Northern Telecom et Dominion Bridge y ont conclu dernièrement des contrats importants. Parmi les autres entreprises présentes dans ce pays, citons Harris Farinin, Semi-Tech Microelectronics, Alcan Aluminium, Seagram Ltée et Babcock and Wilcox Canada.

Relations culturelles entre le Canada et la Chine

- Depuis longtemps, le Canada considère que la culture est un volet important de ses relations bilatérales avec la Chine. Des représentants des deux pays discutent régulièrement de relations culturelles.
- Ils envisagent actuellement la mise sur pied d'un programme d'échange dans le domaine de la conservation des trésors culturels et examinent la possibilité d'une tournée en Chine pour un grand orchestre canadien.
- En 1993, la pianiste canadienne Angela Hewitt a donné des concerts dans plusieurs grandes villes chinoises, grâce à l'appui financier des

secteurs public et privé. Plus tôt cette année, un ensemble de jazz, le trio Oliver Jones, a donné des spectacles devant des auditoires enthousiastes durant la visite du Gouverneur général en Chine.

- Un film relatant la vie de Norman Bethune a été réalisé dans le cadre d'un accord de coproduction cinématographique et télévisée signé par le Canada et la Chine en 1987. Étant donné le succès remporté par ce film, l'industrie canadienne du cinéma et de la télévision souhaite ardemment établir de nouveaux contacts de production avec l'industrie cinématographique chinoise.
- En 1990, l'Office national du film et le studio cinématographique Xi'an ont coproduit « Le premier empereur », premier film Imax réalisé avec un partenaire chinois.
- Ces dernières années, TV Ontario s'est rendue plusieurs fois en Chine à titre exploratoire et s'est montrée intéressée à produire du matériel didactique en coopération avec des réalisateurs chinois.

Relations en matière d'éducation

- Les relations entre le Canada et la Chine dans le domaine de l'éducation remontent à plus de cinquante ans. Le professeur Chian Wei Chang fut le premier Chinois à obtenir un diplôme d'une université canadienne (l'Université de Toronto) en 1941. M. Chiang a par la suite joué un rôle important dans le développement de programmes d'études canadiennes en Chine lorsqu'il occupa le poste de président de l'Université de technologie de Shanghai. Il a également agi à titre de vice-président du Parti démocratique chinois.
- L'intérêt des milieux universitaires chinois pour les études canadiennes connaît un essor important depuis une quinzaine d'années. Il existe quelque vingt centres d'études canadiennes en Chine actuellement, ainsi qu'une Association chinoise d'études canadiennes. Le Canada investit près de 250 000 dollars par année dans le développement de ces centres.
- À la fin des années 80, le Canada et la Chine ont signé un protocole d'entente révisant le Programme d'échange de boursiers Canada-Chine en vertu duquel, annuellement, une douzaine de professeurs et étudiants universitaires de chaque pays font, un séjour d'études dans l'autre pays.
- Le nombre d'étudiants chinois actuellement inscrits dans les universités canadiennes, surtout en ingénierie et en sciences pures, s'élève à plus de 4,000, alors que seulement une centaine d'étudiants canadiens poursuivent des études en Chine.

Coopération en matière d'aide au développement

- En 1982, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) mettait sur pied un programme d'aide publique au développement (APD) pour la Chine. Depuis 1990, le financement bilatéral (de gouvernement à gouvernement) a été de l'ordre de 30 à 32 millions de dollars. Il est prévu que ce financement sera de quelque 38,5 millions de dollars en 1994-1995.
- Le Programme de coopération industrielle de l'ACDI (PCI) accorde une aide financière aux maisons canadiennes qui veulent établir des entreprises commerciales à long terme en Chine. En 1993-1994, ce programme a investi près de 8 millions de dollars dans des projets du secteur privé.
- Les secteurs de concentration de l'APD ont été l'énergie, le transport, les télécommunications, l'agriculture, la foresterie et le développement des ressources humaines.
- Les principaux programmes en cours comprennent le Centre Canada-Chine de formation en gestion d'entreprise, l'aide aux villes ouvertes, le Conseil chinois de coopération internationale en environnement et en développement, le programme de production de viande de porc maigre, le projet d'études sur l'énergie dans le Sud de la Chine, le transfert de technique dans le secteur du pétrole et du gaz et le projet de formation en gestion générale des transports.
- L'ACDI a récemment mis en place un nouveau cadre de politique de développement pour la Chine, lequel guidera l'Agence dans sa programmation future. Dorénavant, les programmes d'aide à la Chine seront axés sur la coopération économique, la durabilité de l'environnement, les droits de la personne et le développement démocratique, ainsi que le bon gouvernement. De plus, l'ACDI continuera de mettre l'accent dans ses programmes sur l'intégration des femmes dans le développement et la réduction de la pauvreté.
- Depuis le lancement du nouveau cadre de politique du Canada à l'égard de la Chine, en juillet 1994, par le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, des lettres d'intention ont été signées sur neuf nouvelles initiatives dans les domaines de la durabilité de l'environnement, de la coopération économique, du bon gouvernement et des femmes dans le développement.

Les quatre piliers de la politique du Canada à l'égard de la Chine

La politique étrangère du Canada à l'égard de la Chine a des objectifs nombreux et variés, mais elle vise avant tout à obtenir la coopération des dirigeants chinois sur plusieurs questions bilatérales et multilatérales. Les piliers de cette politique — partenariat économique; développement durable; bon gouvernement, respect des droits de la personne et de la règle de droit; paix et sécurité —, sont fermes et c'est sur eux que repose l'action menée par le gouvernement pour établir des relations à long terme avec la Chine. Le Canada estime que seuls des contacts systématiques et diversifiés sont susceptibles de favoriser plus d'ouverture et de liberté en Chine et d'y faire progresser les intérêts canadiens.

Partenariat économique

Depuis le lancement du vaste programme de modernisation économique de la Chine, en 1978, les échanges bilatéraux se sont considérablement développés. Aujourd'hui, la Chine est le troisième marché du Canada dans la région Asie-Pacifique, et son cinquième partenaire commercial au monde; la valeur des échanges bilatéraux a atteint 4,8 milliards de dollars en 1993.

Dans le passé, les exportations canadiennes en Chine se composaient surtout de produits de base comme le blé, les engrais et la pâte de bois. Ces dernières années, cependant, les produits manufacturés canadiens se sont taillé une place non négligeable sur le marché chinois. Alors qu'en 1988, ils ne représentaient que 4 p. 100 des exportations canadiennes en Chine, ils étaient passés à 43 p. 100 au milieu de 1994.

Ce partenariat est renforcé par le fait que bon nombre des besoins de la Chine en matière d'importations et d'infrastructure correspondent aux secteurs d'exportation les plus forts du Canada, comme les télécommunications, le pétrole et le gaz naturel, les centrales électriques, la technologie environnementale, les transports, la construction, les mines, la pétrochimie, les produits agricoles et la technologie.

En 1993, le Canada a exporté en Chine des produits et services à valeur ajoutée d'une valeur de près de 500 millions de dollars — ce qui représente un taux de croissance de 50 p. 100 par rapport à 1992. Et l'on prévoit que ces exportations vont encore augmenter avec l'effort de modernisation en cours.

La Société d'expansion des exportations joue un rôle essentiel dans le financement de nos exportations vers la Chine de biens et services à valeur ajoutée. En juillet dernier, le ministre des Affaires étrangères du Canada, M. André Ouellet, a assisté à la signature d'une entente prévoyant l'attribution d'une somme supplémentaire de 100 millions de dollars à la ligne de crédit accordée à la Chine.

Pour appuyer davantage les entreprises canadiennes à la recherche de possibilités d'affaires en Chine, le ministre du Commerce international du Canada a ouvert un bureau commercial à Guangzhou dans la province de Guangdong lors de sa visite en avril 1994.

Les entreprises canadiennes — petites, moyennes et grandes — sont très actives sur le marché chinois et vivement intéressées à travailler avec leurs homologues chinoises. Northern Telecom et CAE Électronique Limitée de Dorval (Québec) et Chemetics Ltd. de Vancouver (C.-B.) sont très actives en Chine.

Le gouvernement canadien estime que les contacts politiques de haut niveau resteront un outil important pour ouvrir les portes de la Chine aux sociétés canadiennes. Ces contacts sont également fort utiles pour sensibiliser les dirigeants chinois au fait que les sociétés canadiennes sont capables de produire des biens et services de grande qualité.

Le gouvernement canadien estime aussi qu'il est nécessaire d'appuyer vigoureusement le processus de réforme économique en Chine. L'ambition de la Chine de transformer une énorme économie, fortement centralisée, en une économie de marché est sans précédent. Or, une économie moderne et efficace exige une infrastructure spécialisée, s'appuyant sur des lois et règlements transparents. Le programme canadien d'aide au développement contribue aux efforts déployés par la Chine pour se doter de l'appareil d'une économie moderne, qui l'aidera à poursuivre sa marche en avant et à s'intégrer à l'économie mondiale.

Comme le Canada est fortement en faveur d'un système de commerce international fondé sur des règles, il appuie vigoureusement l'adhésion de la Chine à l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce* (GATT) d'ici au 1^{er} janvier 1995; et son entrée dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à titre de membre fondateur. Les conditions de cette adhésion devraient être à l'avantage de la Chine et de ses partenaires commerciaux, et donner plus de poids à l'OMC. Les objectifs du Canada dans ce dossier sont d'obtenir des tarifs douaniers moins élevés sur les exportations, la réduction des barrières non tarifaires, la suppression des restrictions sur les investissements étrangers dans le secteur des services, plus de transparence au chapitre des règles des échanges, et un accès plus prévisible au marché chinois.

Depuis qu'elle a formulé sa demande d'adhésion, en 1986, la Chine a lancé une réforme radicale de son économie et de son système d'échanges commerciaux. Il reste cependant plusieurs domaines où d'autres progrès seront nécessaires avant qu'elle satisfasse aux exigences du GATT. Pour qu'elle accède au GATT et à l'OMC, il lui faudra notamment entreprendre des

réformes sur le secret touchant la réglementation des importations, sur les restrictions touchant les investissements étrangers et les services d'importation, et sur la protection de la propriété intellectuelle, actuellement inadéquate.

Au sein de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), le Canada et la Chine collaborent aux dossiers économiques régionaux ainsi qu'aux stratégies de développement des ressources humaines. Ils y partagent le même objectif — encourager la réforme économique et la libéralisation des échanges commerciaux entre ses membres.

Développement durable

Pour le Canada, il est essentiel de protéger l'environnement tout en favorisant la croissance économique.

Les ressources naturelles de la Chine sont mises à dure épreuve par son immense population. Les pénuries d'eau sont de plus en plus fréquentes et sérieuses. Les nappes phréatiques se détériorent progressivement. La pollution des lacs et des rivières est démesurée. L'érosion, la salinisation et l'urbanisation diminuent le territoire agricole.

La Chine est aussi le plus gros consommateur mondial de charbon. Les centrales électriques au charbon sont à la base de sa croissance économique, et leurs émissions de gaz à effet de serre augmentent de manière exponentielle.

Comme la Chine peut grandement contribuer à résoudre les questions environnementales d'intérêt mondial, le Canada collabore avec elle dans plusieurs dossiers de gestion de l'environnement. Ce travail se fait par le truchement des liens économiques et des programmes d'aide de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), qui permettent à la Chine d'avoir accès aux technologies et services du Canada, notamment à la formation technique, à l'expertise en gestion et à la recherche appliquée.

Sur le plan bilatéral, la coopération environnementale sino-canadienne porte essentiellement sur le contrôle de la pollution. Environnement Canada et l'Agence nationale chinoise de protection de l'environnement ont ratifié en avril 1993 un protocole d'entente instaurant une structure de coopération dans plusieurs domaines, tels que l'épuration des eaux, la gestion des bassins aqueux, la gestion des déchets dangereux et des déchets solides, l'analyse d'échantillons de polluants toxiques et la formation de spécialistes en la matière, ainsi que la lutte contre l'appauvrissement de la couche d'ozone et la mise en oeuvre du Protocole de Montréal.

Le Service de l'environnement atmosphérique d'Environnement Canada et la Commission d'État des sciences et technologies de la Chine ont mené une étude conjointe sur les émissions de gaz à effet de serre à Beijing et sur une stratégie de contrôle. L'étude visait à aider la Chine à préparer un rapport

national à ce sujet, lequel a été présenté au Symposium qui s'est tenu à Beijing en décembre dernier au sujet de la stratégie de la Chine en matière de changements climatiques. À long terme, ce rapport aidera la Chine à se préparer à ces changements.

Des liens solides se sont établis dans les secteurs de l'évaluation des incidences environnementales et de la sensibilisation du public. Le Canada a aidé la Chine à élaborer un plan national sur l'environnement. L'an dernier, il a accueilli un atelier de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) consacré aux plans nationaux, atelier auquel la Chine a participé. Le Plan vert du Canada a été traduit en chinois et la Chine a l'intention de le diffuser dans ses provinces.

Le Canada est déterminé à aider la Chine à élaborer des politiques et des institutions qui tiennent compte des rapports entre la croissance économique, le développement social et la protection de l'environnement. Le programme d'aide au développement de l'ACDI met davantage l'accent sur le développement durable. Dans ce contexte, le ministre des Affaires étrangères du Canada, M. André Ouellet, et la ministre du Commerce international et de la coopération économique de la Chine, Madame Wi Yi ont signé en juillet dernier à Beijing une lettre d'intention concernant la mise au point de trois projets de coopération environnementale. Chacun touche un domaine où la compétence du Canada est reconnue.

Ces projets aideront la Chine à réaliser son programme Action 21, tel que convenu à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui a eu lieu en 1992 à Rio de Janeiro. Ils vont de l'étude de l'écologie du bassin du Tarim, qui contient d'énormes réserves de pétrole et de gaz, à l'application des normes canadiennes à la construction de maisons efficaces sur le plan énergétique. Par ailleurs, l'ACDI continue d'appuyer le Conseil chinois de coopération internationale en environnement et en développement, chargé de conseiller le gouvernement chinois sur les rapports entre le développement économique et les préoccupations environnementales.

Droits de la personne, bon gouvernement et règle de droit

Le respect des droits de la personne et de la règle de droit en Chine est un objectif fondamental du Canada. Le Canada a formulé une stratégie pragmatique en matière de droits de la personne, c'est-à-dire qu'il profite de toutes les occasions bilatérales et multilatérales pour rappeler ses préoccupations aux autorités chinoises.

Sur le plan bilatéral, le Canada a contribué à l'instauration d'un dialogue constructif avec la Chine sur les droits de la personne. Au cours de cette année riche en contacts, il n'a cessé de rappeler ses préoccupations aux dirigeants

chinois. Les représentants canadiens continueront de soulever franchement et ouvertement avec les autorités chinoises toutes les infractions aux droits de la personne.

Plusieurs projets sont en cours d'élaboration au Canada pour amener les Chinois à réformer leurs structures juridiques et judiciaires. L'Association du Barreau canadien et la Fédération chinoise des avocats collaborent à un projet destiné à initier les avocats chinois au système judiciaire canadien. Un comité chinois chargé d'élaborer une nouvelle procédure pénale pour la Chine a étudié ce qui se faisait au Canada en la matière. L'Université d'Ottawa, par l'intermédiaire de son Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne, travaillera de concert avec l'Institut de droit international de l'Université de Beijing à un programme financé par l'ACDI qui leur permettra d'échanger des ateliers de travail, du matériel pédagogique et de faire des recherches sur divers sujets liés aux droits de la personne. L'ACDI financera sous peu d'autres initiatives dans les domaines de la réforme du droit et des droits de la personne. Une délégation chinoise de haut niveau a aussi été invitée au Canada afin de discuter de questions particulières, dont la réforme, la règle de droit et la participation démocratique.

En juin 1993, à la Conférence mondiale des Nations Unies sur les droits de l'homme, la Chine s'est jointe à la communauté mondiale en adoptant la *Déclaration de Vienne* et son programme d'action, qui réitéraient les principes de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* de 1948 et affirmaient en substance qu'il est du devoir de tous les États, quels que soient leurs systèmes politique, économique ou culturel, de promouvoir et de protéger l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Le Canada s'est engagé à encourager la Chine à respecter ses obligations découlant de la *Déclaration de Vienne* et de son programme d'action par toutes les voies qui s'y prêteront.

Au début de 1994, le Canada a coparrainé devant la Commission des droits de l'homme à Genève, un projet de résolution sur la situation des droits de l'homme en Chine. Cette résolution exprimait de l'inquiétude devant les rapports continus de violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle invitait la Chine à prendre des mesures pour garantir le respect complet des droits fondamentaux, notamment ceux des femmes, et lui demandait de coopérer avec tous les rapporteurs et groupes de travail spéciaux de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies. Elle réclamait aussi un rapport spécial sur l'état des droits de l'homme en Chine. La majorité des pays a malheureusement voté en faveur de la motion chinoise demandant qu'aucune décision ne soit prise sur ce projet de résolution.

Paix et sécurité

L'un des principaux volets de la politique étrangère du Canada est la promotion de la paix internationale et de la sécurité. Cela exige cependant la

participation pleine et entière de l'une des nations les plus puissantes et les plus influentes de la région Asie-Pacifique.

À titre de pays du bassin du Pacifique et de membres de l'APEC et du Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), le Canada et la Chine partagent des intérêts communs en matière de paix et de sécurité dans la région. Ils ont d'ailleurs entamé un dialogue sur la sécurité régionale, la non-prolifération, la maîtrise des armements et le maintien de la paix. Le Canada a fermement l'intention de poursuivre ce dialogue, notamment sur des questions telles que la péninsule coréenne et la non-prolifération nucléaire.

En continuant d'effectuer des essais nucléaires, la Chine ne tient aucunement compte du moratoire observé par les autres États possédant des armes nucléaires. Le 7 octobre, elle a effectué un nouvel essai nucléaire souterrain dans la province occidentale du Xinjiang. Les essais nucléaires chinois sont fort préjudiciables aux négociations du Traité d'interdiction totale des essais et à l'extension du Traité de non-prolifération.

Sur le plan bilatéral, un accord de coopération nucléaire sera ratifié pendant la visite du Premier ministre. Cet accord est parfaitement conforme à la politique rigoureuse de non-prolifération nucléaire du Canada et il comprend l'engagement d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et les moyens d'en faire la vérification. L'engagement garantira qu'aucun produit ou matériel fourni par le Canada, comme l'uranium ou les réacteurs CANDU, ne pourra être utilisé dans le programme chinois d'armes nucléaires. Le Canada a déjà ratifié dix-sept accords bilatéraux de cette nature avec d'autres États possédant des armes nucléaires, tels le Royaume-Uni et la France, par le truchement de ses accords de coopération nucléaire avec Euratom, les États-Unis et la Russie.

Les efforts du Canada ne se limitent cependant pas à la question de non-prolifération. Le Canada s'efforce aussi d'obtenir la coopération de la Chine pour maîtriser la circulation internationale des armes conventionnelles, notamment vers les régions troublées ou instables. À ses yeux, l'accord sino-américain ratifié en octobre 1994, par lequel la Chine s'engage à ne pas exporter de missiles balistiques tombant sous le Régime de contrôle de la technologie relative aux missiles, constitue un pas dans la bonne direction.

Le Conseil commercial Canada-Chine (CCCC)

- Le Conseil commercial Canada-Chine tiendra sa quatorzième assemblée générale annuelle et conférence d'orientation à Beijing, du 7 au 9 novembre, dans le cadre du voyage de l'Équipe Canada en République populaire de Chine du 5 au 13 novembre. Le ministre du Commerce international, M. Roy MacLaren, présidera à l'ouverture de l'assemblée.
- L'un des points saillants de la conférence sera le Forum de l'Équipe Canada le 8 novembre. Le Premier ministre Jean Chrétien, les ministres fédéraux et les premiers ministres provinciaux auront des entretiens avec les représentants des milieux d'affaires canadiens sur les questions de commerce et d'investissement intéressant la Chine et le Canada.
- La conférence comprendra en outre des discussions sur la performance de l'économie chinoise et des tables rondes sur le financement de l'infrastructure, le droit des coentreprises, les études de cas commerciaux et le rôle de la participation à la dette et au capital.
- Le Premier ministre Chrétien sera l'invité d'honneur au banquet annuel du CCCC, le 8 novembre. Plus de 1 500 invités, dont des hauts fonctionnaires chinois et des représentants des gens d'affaires participant à des entreprises conjointes avec des compagnies canadiennes, y assisteront.
- Le programme des délégués de l'Équipe Canada a été planifié par le CCCC. Le Conseil d'entreprises pour les questions d'intérêt national, la Chambre de commerce du Canada et la Chambre de commerce du Canada à Hong Kong participent aussi à son élaboration.
- Le CCCC a participé à un certain nombre de missions canadiennes au cours de l'année dernière.
- Organisme non gouvernemental sans but lucratif, le CCCC a été établi en 1978 pour promouvoir le commerce et les investissements entre le Canada et la République populaire de Chine.
- Les services du CCCC comprennent des discussions techniques et des négociations commerciales, des études de marchés, des services d'interprétation et de traduction sur place, une liaison permanente avec les représentants des deux pays et la publication de la seule revue commerciale sur la Chine au Canada, *Canada China Business Forum*.
- Plus de 170 entreprises sont membres du CCCC. Celui-ci a son siège social à Toronto et des succursales à Beijing, Shanghai et Vancouver.

Accords entre le Canada et la Chine

Domaine	Date de signature	Accords ou protocoles d'entente (PE)
ACCORDS		
Air	Juin 1973	Accord relatif aux transport aériens civils
Réclamations	Août 1981	Accord concernant le règlement de réclamations au titre de biens privés
Commerce	Octobre 1973	Accord de commerce
Culture	Février 1987	Accord relatif à la coproduction cinématographique
Coopération économique	Octobre 1979	Protocole de coopération économique
Coopération au développement	Octobre 1983	Accord général de coopération au développement
Garantie des investissements	Janvier 1984	Échange de notes relatif à l'assurance-investissement à l'étranger
Impôts	Mai 1986	Accord en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu
Marques de commerce	Juillet 1973	Échange de notes concernant le dépôt réciproque des marques de commerce
Entraide judiciaire	Juillet 1994	Traité d'entraide judiciaire en matière pénale
Environnement	Juillet 1994	Coopération en matière d'environnement
Financement des exportations	Juillet 1994	Accord sur le financement des exportations
PROTOCOLES D'ENTENTE (PE)		
Commerce	Juin 1991	PE établissant un conseil économique et commercial mixte
Agriculture	Septembre 1980	PE entre le ministre de l'Agriculture du Canada et les ministres de l'Agriculture et des Fermes d'État et du Défrichage de la Chine
Agriculture	Mai 1986	PE sur la coopération en matière de quarantaine des plantes entre les gouvernements du Canada et de la Chine
Affaires consulaires	Octobre 1973	PE concernant la réunion des familles
Affaires consulaires	Août 1980	PE concernant la réunion des familles
Affaires consulaires	Août 1980	PE relatif à l'Échange de Notes constituant une entente sur les affaires consulaires
Culture	Février 1982	PE concernant le Programme d'échanges culturels pour 1982 et 1983 entre les gouvernements du Canada et de la Chine
Culture	Décembre 1985	PE concernant le Programme d'échanges culturels pour 1986 et 1987 entre les gouvernements du Canada et de la Chine

Domaine	Date de signature	Accords ou protocoles d'entente (PE)
Relations diplomatiques	Octobre 1970	PE entre les gouvernements du Canada et de la Chine concernant l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays
Coopération économique	Septembre 1980	PE entre la Commission d'État scientifique et technologique de la Chine et le Centre de recherches pour le développement international du Canada
Coopération économique	Octobre 1986	PE entre les gouvernements du Canada et de la Chine
Éducation	Juin 1979	PE entre les gouvernements du Canada et de la Chine concernant les échanges et la coopération en matière d'éducation
Environnement	Juin 1993	PE entre Environnement Canada et l'Administration météorologique d'État de la Chine sur les programmes de coopération en matière de météorologie
Environnement	Avril 1993	PE sur la coopération environnementale entre Environnement Canada et l'Agence nationale de protection de l'environnement de la Chine
Échange d'information	Janvier 1985	PE sur les entretiens entre le Centre d'information de la Commission économique d'État de la Chine et Statistique Canada
Pêches	Septembre 1993	PE sur la coopération dans le domaine des sciences et des technologies marines et halieutiques entre le ministère des Pêches et des Océans du Canada et l'Administration d'État des océans de la Chine
Développement hydroélectrique	Novembre 1984	PE entre le Canada et la Chine sur la coopération en matière de développement de l'énergie hydroélectrique
Gestion du personnel et administration publique	Septembre 1991	PE sur la coopération entre le ministère du Personnel de la Chine et la Commission de la fonction publique du Canada dans le domaine de la gestion du personnel et de l'administration publique
Coopération scientifique	Octobre 1983	PE sur la coopération scientifique entre le Conseil national de recherches du Canada et l'Académie des sciences de la Chine
Échanges dans le domaine du sport	Mars 1985	PE et protocole entre le Canada et la Chine sur les échanges dans le domaine du sport pour 1985
Télécommunications	Mars 1988	PE concernant la promotion et le développement de la coopération dans le domaine des télécommunications entre les deux pays
Textiles	Avril 1978	PE concernant le commerce de certains produits textiles et vêtements entre le Canada et la Chine
Textiles	Mai 1979	PE concernant le commerce de certains produits textiles et vêtements entre le Canada et la Chine
Textiles	Janvier 1982	PE concernant le commerce de certains produits textiles et vêtements entre le Canada et la Chine
Textiles	Janvier 1987	PE concernant l'exportation par la Chine de certains produits textiles et vêtements pour importation au Canada
Visas	Octobre 1973	PE relatif à l'Échange de Notes constituant une entente sur les formalités de visas

Fiche documentaire sur la Chine

Données générales

Capitale	Beijing
Population	1,2 milliard
Beijing	7 millions (1990)
Shanghai	7,8 millions (1990)
Accroissement démographique	1,1 % (1993)
Superficie totale	9,6 millions km ²
Monnaie	1 \$ CAN = 6,16 renminbis (1994)
Langue	Mandarin

Données politiques

Type de gouvernement	Pouvoir politique détenu par le Parti communiste chinois
Chef d'État	Président Jiang Zemin
Chef du gouvernement	Premier ministre Li Peng
Vice-premier ministre	Zou Jiahua
Vice-premier ministre	Zhu Rongji
Vice-premier ministre	Li Lanqing
Ministre des Affaires étrangères et Vice-premier ministre	Qian Qichen
Ministre du Commerce extérieur et de la Coopération économique	Wu Yi
Représentation internationale	Organisation des Nations Unies, Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), Organisation de coopération économique Asie-Pacifique, Fonds monétaire international, Forum régional de l'ANASE

Données économiques

Produit intérieur brut	542,9 milliards \$ US (1993)
Taux de croissance du PIB	13,4 % (1993)
PNB par habitant	458 \$ US (1993)
Taux d'inflation	27,4 % (9/93-9/94)
Taux de chômage	2,5 % (1992)

Importations du Canada	1,68 milliard \$ (1993)
Exportations au Canada	3,09 milliards \$ (1993)
Balance commerciale	1,41 milliard \$ (1993)
Principales importations du Canada	Matériel électrique et mécanique, blé, pâte de bois, engrais, matières plastiques
Principales exportations au Canada	Vêtements d'extérieur, coton, vêtements et accessoires, jeux et jouets, articles en cuir, chaussures, matériel mécanique et oléagineuses
Investissements canadiens directs	37 millions \$ en 1992
Représentation diplomatique	
Ambassade du Canada à Beijing	L'ambassadeur Fred Bild Tél. : (011-86-1) 532-3536
Ambassade de la Chine à Ottawa	L'ambassadeur Zhang Yijun Tél. : (613) 235-4402

Beijing

Beijing (autrefois Pékin), capitale de la Chine, est située à la pointe nord de la plaine du Nord de la Chine, à quelque 140 kilomètres au nord-ouest du golfe de Bohai. C'est l'une des grandes villes historiques du monde, les premiers colons s'y étant établis il y a entre 300 000 et 500 000 ans.

Avec une population urbaine de plus de sept millions d'habitants, Beijing a vu ses banlieues résidentielles et industrielles déborder largement les limites des vieux secteurs entourés de murs. L'importance politique de la ville, ses installations relativement modernes et ses excellentes capacités industrielles et technologiques attirent depuis longtemps les investisseurs et gens d'affaires étrangers.

La production industrielle constitue la plus forte proportion du produit intérieur brut de Beijing, mais on y trouve également un secteur de services important et en expansion. L'assise industrielle de la ville est relativement nouvelle et contribue de plus en plus tant à l'économie nationale qu'à l'économie locale. Beijing possède quatre grandes industries d'importance nationale : la métallurgie, les produits chimiques, la machinerie et l'équipement de transport, et l'électronique. On trouve aussi d'abondantes ressources minières près de Beijing, dont du charbon, du marbre, du fer et d'autres minerais de métaux. La production agricole dans les banlieues rurales comprend surtout les aliments secondaires comme les légumes, le porc, le lait, les oeufs et les fruits.

Selon les experts en matière d'investissements, la ville a connu un accroissement rapide des investissements étrangers ces dernières années. Jusqu'à maintenant, les investissements dans l'industrie ont été faits dans les domaines clés suivants : textiles, électronique, secteur de l'automobile, transformation des aliments, produits d'artisanat et matières plastiques. Les sociétés inscrites au tribunal de commerce de Hong Kong sont les plus grands investisseurs, suivies par les compagnies japonaises et américaines. Conformément à la politique nationale, Beijing favorise les projets d'investissements étrangers qui sont axés sur les exportations ou qui suscitent l'implantation de techniques de pointe.

Au cours de la dernière décennie, les autorités municipales ont beaucoup investi pour améliorer et rénover les principaux centres d'intérêt touristiques; aussi le tourisme est-il maintenant une source majeure de revenus. Le rôle de chef de file joué par Beijing au chapitre du développement scientifique et technologique de la Chine est appuyé par les soixante-sept établissements d'enseignement supérieur de la ville et quelque quatre cents organismes de recherche et de développement appartenant à l'État.

Shanghai

La ville portuaire de Shanghai est l'un des plus importants centres de commerce, de finance, d'industrie, d'innovation technologique, d'éducation et de culture de la Chine. Elle est située sur une plaine deltaïque, juste au sud de l'embouchure du fleuve Yang-tsé et compte une population d'environ 7,8 millions d'habitants.

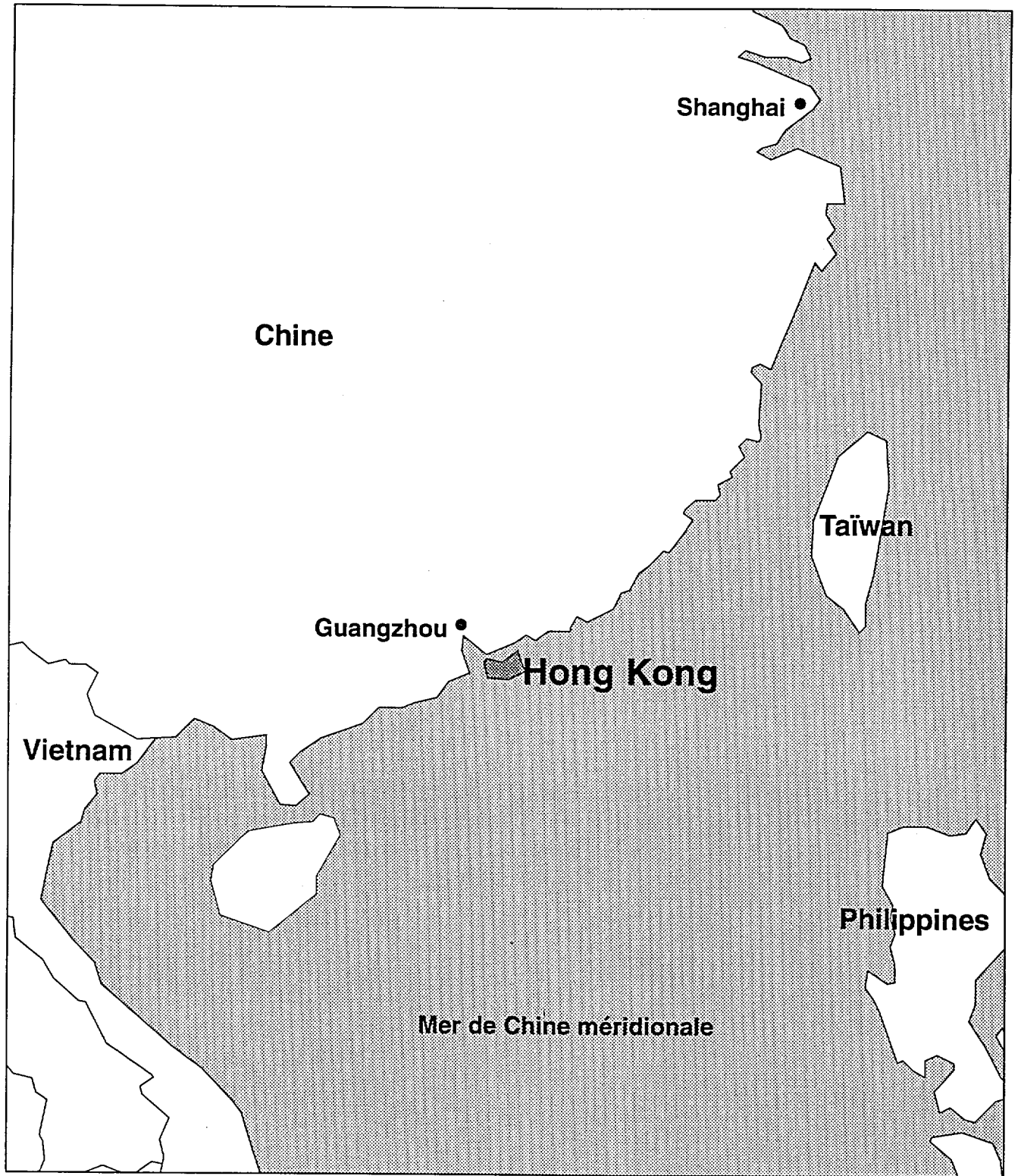
Shanghai est au centre de la plus récente campagne de réformes économiques et de modernisation de la Chine. Ses travailleurs possèdent le plus haut niveau de formation et de compétences au pays. La ville abrite cinq des dix entreprises les plus importantes financées par des capitaux étrangers en Chine et est destinée à devenir le principal centre de services commerciaux et financiers du pays.

Au cours des deux dernières années, Shanghai s'est concentrée sur le développement de son secteur des services, avec le concours de partenaires locaux et étrangers. Elle a notamment développé le marché financier et celui des produits et articles de consommation, étendu les services commerciaux et financiers, et autorisé l'accroissement du développement immobilier.

Diverses industries, dont celles de l'acier, de l'automobile, de l'aéronautique, des télécommunications, des produits chimiques fins et des techniques de pointe sont établies à Shanghai. Le nouveau quartier de Pudong, sur la rive est du fleuve Huangpu, a été désigné par le gouvernement central et par la ville comme une zone spéciale offrant des conditions préférentielles aux investisseurs tant locaux qu'étrangers.

Cette zone est répartie en subdivisions qui se concentreront sur des domaines comme le commerce et les finances, le traitement des exportations, ainsi que la science et l'éducation. On prévoit que Pudong, qui abrite déjà le premier port de libre-échange de la Chine, deviendra le centre financier de la ville en même temps que son plus important quartier commercial.

Hong Kong



Les relations entre le Canada et Hong Kong

Relations bilatérales

- En juillet 1997, la Chine rétablira sa souveraineté sur Hong Kong, qui devrait maintenir son rôle de centre d'affaires important dans l'ensemble de la Chine méridionale. Le Canada s'engage à soutenir Hong Kong durant la période de transition qui se terminera en 1997 et à l'aider à conserver sa stabilité et sa prospérité à long terme.
- Un certain nombre de visites de dignitaires canadiens à Hong Kong ont eu lieu depuis un an, notamment celles du secrétaire d'État (Asie-Pacifique), M. Raymond Chan, en décembre 1993, du gouverneur général, M. Ramon Hnatyshyn, en avril et mai 1994, du ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, en août 1994 et du premier ministre Jean Chrétien, en novembre 1994.
- Les relations entre le Canada et Hong Kong sont étroites. Des liens d'ordre historique, commercial et familial ont établi des ponts et contribuent à la prospérité du Canada et de Hong Kong.
- Hong Kong est une importante source d'immigration et d'investissement pour le Canada. Plus de 30 000 visas d'immigrant lui ont été délivrés en 1993.
- Ce sont les étudiants de Hong Kong qui composent le plus gros contingent d'étudiants étrangers au Canada.
- La plupart des 35 000 à 50 000 Canadiens qui vivent sur le territoire sont originaires de Hong Kong.

Commerce et investissement

- Les relations commerciales entre le Canada et Hong Kong sont très bonnes et étendues. Ainsi, on note à Hong Kong la présence de plus de soixante-quinze sociétés canadiennes, de toutes les grandes banques à charte canadiennes et de plusieurs compagnies d'assurances. Le commerce bilatéral a atteint un sommet de 1,9 milliard de dollars en 1993.
- En 1993, les exportations canadiennes se sont chiffrées à 760 millions de dollars. Nos importations en provenance de Hong Kong ont totalisé 1,2 milliard de dollars.
- Les investissements directs cumulatifs du Canada à Hong Kong étaient évalués à 805 millions de dollars à la fin de 1992.

- Des débouchés s'offrent aux sociétés canadiennes dans les secteurs de la construction (dans le cadre surtout du plan d'aménagement d'un nouveau port et d'un nouvel aéroport), des matériaux de construction, de la protection de l'environnement, des produits de sécurité et des aliments transformés.
- Parmi les entreprises canadiennes ayant particulièrement bien réussi récemment au chapitre des exportations à Hong Kong, citons 2000 + Connections, la compagnie Seagram Ltée, Canac Telecom, Northern Telecom Ltée, SHL Systemhouse Inc., KAO Infosystems Canada Inc. et Cari-All Inc.

Les Canadiens à Hong Kong pendant la Seconde Guerre mondiale

Les Alliés décidèrent, vers la fin de 1941, de renforcer leur avant-poste dans la colonie britannique de Hong Kong afin de prévenir une attaque du Japon. Le Canada, à qui on demanda deux bataillons, envoya 1 975 militaires du *Royal Rifles of Canada* basés à Québec et du *Winnipeg Grenadiers*. Parties de Vancouver le 27 octobre 1941, ces troupes arrivèrent à Hong Kong le 16 novembre.

Environ 14 000 militaires alliés du Royaume-Uni, de Hong Kong, du Canada, de Singapour et de l'Inde se portèrent à la défense de la colonie britannique qui comprenait l'île de Hong Kong et les terres adjacentes sur le continent, Kowloon et les « Nouveaux territoires ». Les bataillons canadiens et le *Middlesex Regiment* de Grande-Bretagne formaient la brigade défendant l'île.

Les bataillons canadiens n'avaient pas l'expérience du combat, les *Grenadiers* n'ayant servi qu'en Jamaïque et les *Royal Rifles* à Terre-Neuve. En outre, ils n'avaient pas reçu tout l'entraînement nécessaire aux troupes de front parce que l'on croyait alors qu'ils auraient le temps de terminer leur formation à Hong Kong. Mais ils furent les premiers soldats canadiens à combattre en tant qu'unité pendant la Seconde Guerre mondiale, car peu de temps après leur arrivée le Japon attaqua presque simultanément Pearl Harbor, le nord de la Malaisie, les Philippines, Guam, l'île de Wake et Hong Kong.

L'attaque des Japonais sur le continent eut lieu le 8 décembre et le 11, toutes les troupes alliées se replièrent sur Hong Kong. Le 18 décembre, les Japonais envahirent l'île avec une force écrasante appuyée par une aviation et une artillerie puissantes. Pour leur part, les troupes alliées ne disposaient pas d'une force importante de défense aérienne et navale, et n'avaient aucun espoir de voir arriver des renforts et des ravitaillements. Ils tinrent bon pendant plusieurs jours, mais après avoir été avisé que toute résistance était inutile, le gouverneur Young procéda à la reddition de la colonie le jour de Noël.

Au cours des dix-sept jours et demi de combat, 290 Canadiens furent tués et 493 blessés. Les survivants furent placés dans des camps d'emprisonnement infects à Hong Kong où 129 Canadiens périrent. Au début de 1943, 1 184 Canadiens furent transportés au Japon et forcés de travailler dans des industries, y compris des mines. Environ 135 d'entre eux n'ont pas survécu. Au total, parmi les Canadiens qui s'étaient embarqués pour Hong Kong, plus de 550 ne sont jamais revenus au Canada.

Pour sa participation à la défense de Hong Kong, le sergent-major de compagnie John Osborn, du *Winnipeg Grenadiers*, mérita à titre posthume la Croix de Victoria, la plus haute décoration du Commonwealth pour bravoure au combat. Pendant la bataille, les Japonais lançaient des grenades sur les positions canadiennes et Osborn en attrapa plusieurs qu'il relança sur l'ennemi. Comme il ne put saisir l'une des grenades à temps, il alerta ses camarades et se jeta dessus, sauvant ainsi plusieurs vies au prix de la sienne.

Le monument commémoratif de la baie de Sai Wan, à Hong Kong, honore les soldats alliés qui, comme John Osborn, sont morts en défendant la colonie et n'ont pas de sépulture connue. On trouve dans le cimetière de la baie les tombes de 283 Canadiens, dont certaines ne sont pas identifiées. De plus, vingt Canadiens sont inhumés au cimetière militaire Stanley à Hong Kong et 137 au cimetière de guerre du Commonwealth britannique à Yokohama, le seul cimetière du Commonwealth au Japon.

Accords entre le Canada et Hong Kong

Domaine	Date de signature	Accords
Extradition	Septembre 1993	Accord sur la remise des délinquants en fuite
Services aériens	Juin 1988	Accord sur les services aériens (en vigueur depuis le 24 juin 1988)
Stupéfiants	Novembre 1990	Accord concernant les enquêtes sur le trafic des drogues et la confiscation du produit du trafic des drogues (prorogé jusqu'en février 1996 pendant la visite du ministre des Affaires étrangères en 1994)

Fiche documentaire sur Hong Kong

Données générales

Capitale	Hong Kong
Population	5,92 millions (1993)
Accroissement démographique	1,19 %
Superficie totale	1 071 km ²
Monnaie	1 \$ CAN = 5,73 \$ HK (1994)
Langues	Anglais, cantonais

Données politiques

Type de gouvernement	Colonie britannique
Chef d'État	Reine Élisabeth II, représentée par le gouverneur Chris Patten
Principaux partis politiques	Démocrates unis de Hong Kong, Meeting Point, Parti libéral, Alliance démocratique pour l'amélioration de Hong Kong
Représentation internationale	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, Organisation de coopération économique Asie-Pacifique

Données économiques

Produit intérieur brut	84,8 milliards \$ US (1992)
Taux de croissance du PIB	5,5 % (1993)
PNB par habitant	16 875 \$ US (1993)
Taux d'inflation	8,5 % (1993)
Taux de chômage	2,2 % (1992)
Importations du Canada	776,4 millions \$ (1993)
Exportations au Canada	1 200,7 millions \$ (1993)
Balance commerciale	424,3 millions \$ (1993)
Principales importations du Canada	Pièces et lingots d'or, matériel de télécommunication, machinerie électrique, papier d'emballage, appareils mécaniques, pièces de moteur et produits alimentaires
Principales exportations au Canada	Vêtements, machinerie électrique, appareils mécaniques et moteurs
Investissements canadiens directs	805 millions \$ (1992)

Représentation diplomatique

Commissariat du Canada à Hong Kong	Le commissaire Garrett Lambert Tél. : (011-852) 810-4321
------------------------------------	---

Hong Kong

Situé sur la côte sud de la Chine, le territoire de Hong Kong possède l'un des plus beaux ports naturels du monde. Avec une superficie de 1 071 kilomètres carrés comprenant plus de 200 îles et îlots et une partie du continent, Hong Kong s'étend à l'est de l'estuaire de la « rivière des Perles » et avoisine la province chinoise de Huangdong. L'administration gouvernementale et le commerce sont surtout établis sur la bordure nord de l'île de Hong Kong, d'une superficie de 80 kilomètres carrés.

La population de Hong Kong est estimée à 5,9 millions d'habitants, dont environ 97 p. 100 sont des Chinois. Hong Kong est une colonie britannique et le chef du gouvernement, le gouverneur, y représente la Reine. Le Conseil exécutif est l'organe consultatif supérieur du gouvernement.

L'économie de Hong Kong s'est développée rapidement au cours de la dernière décennie. Le territoire est devenu un important centre financier international et se classe en dixième place parmi les plus grandes économies commerçantes du monde. Sa situation géographique, sa petite taille et son manque de ressources naturelles l'ont rendu dépendant des importations et l'ont incité à se doter d'une stratégie de développement axée sur les exportations. Par suite du resserrement des liens économiques avec la Chine depuis dix ans, Hong Kong est devenu le plus important partenaire commercial de ce pays, et vice versa.

Hong Kong possède une économie de libre entreprise. Il est autonome dans le domaine financier, et le gouvernement a pour politique d'encourager la croissance du secteur privé et de limiter celle du secteur public. Le secteur manufacturier était autrefois le plus important de son économie, mais le déménagement en Chine d'industries à prédominance de main-d'oeuvre, ces dernières années, y a considérablement réduit l'emploi.

L'industrie manufacturière emploie actuellement environ le cinquième de la main-d'oeuvre. Les industries légères, qui produisent des biens de consommation, prédominent. Le commerce, le secteur de la restauration et de l'hôtellerie et les services financiers contribuent davantage au produit intérieur brut que le secteur manufacturier.

Notes

Notes

Notes

. b2662310(E)
. b2662322(F)

doc
CA1
EA
94V65
EXF

Visit to China and Hong Kong by Prime Minister Jean Chrétien and Team Canada

November 5-13, 1994

Background Information



CANADA

43 271 701 (eng)
43 271 702 b. 2662322

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

APR 10 1995

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*



Foreign Affairs and
International Trade Canada

Affaires étrangères et
Commerce extérieur Canada

Printed in Canada
Imprimé au Canada

Contents

Biographies

Federal Ministers

Jean Chrétien, Prime Minister of Canada 7

Roy MacLaren, Minister for International Trade for Canada 9

Raymond Chan, Secretary of State (Asia-Pacific) for Canada 10

Provincial Premiers

Bob Rae, Premier of Ontario 11

John Savage, Premier of Nova Scotia 12

Frank McKenna, Premier of New Brunswick 13

Gary Filmon, Premier of Manitoba 14

Mike Harcourt, Premier of British Columbia 15

Catherine Callbeck, Premier of Prince Edward Island 16

Ralph Klein, Premier of Alberta 17

Roy Romanow, Premier of Saskatchewan 18

Clyde Wells, Premier of Newfoundland and Labrador 19

Territorial Government Leaders

Nellie Cournoyea, Government Leader for the Northwest Territories 20

John Ostashek, Government Leader for Yukon 21

Municipal Leaders

Laurence Mawhinney, President of the Federation of
Canadian Municipalities 22

Philip Owen, Mayor of Vancouver 23

Contents (cont'd)

China

Map 26

Canada–China Relations 27

Canada's Four Pillars Policy on China 32

Canada China Business Council 38

Canada–China Agreements 39

China: Fact Sheet 41

Beijing 43

Shanghai 44

Hong Kong

Map 46

Canada–Hong Kong Relations 47

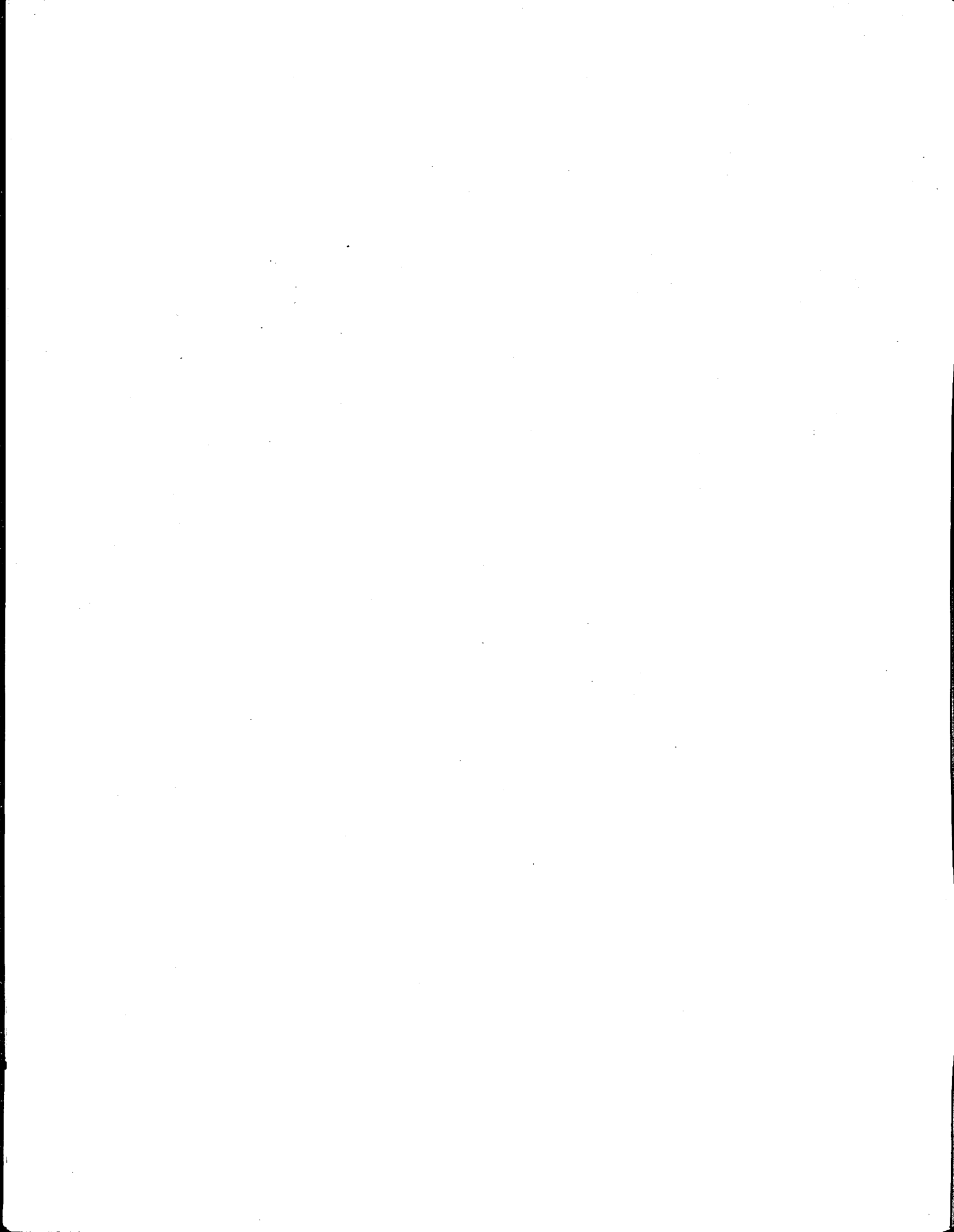
Canadians in Hong Kong During the Second World War 49

Canada–Hong Kong Agreements 51

Hong Kong: Fact Sheet 52

Hong Kong 53

Biographies



Federal Ministers

Jean Chrétien Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University and was called to the bar in 1958. He joined a Shawinigan law firm, and was director of the Bar of Trois-Rivières in 1962-63.

Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963 as the member for St-Maurice-Lafèche. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the minister of finance. In 1967 he became minister of state attached to the minister of finance, and in 1968 he was appointed minister of national revenue.

Mr. Chrétien was returned to the House in the 1968 election, representing the new constituency of St-Maurice. He was appointed minister of Indian affairs and northern development in 1968 and remained in that post until 1974 when he was appointed president of the Treasury Board.

Mr. Chrétien was appointed minister of industry, trade and commerce in 1976, and became minister of finance in 1977, a post he held until 1979. He was returned to the House of Commons for a sixth consecutive term in the 1979 election.

Mr. Chrétien was appointed minister of justice and attorney general of Canada and minister of state for social development in 1980. At this time he was given the additional role of minister responsible for constitutional negotiations. In 1982, he was appointed minister of energy, mines and resources.

Mr. Chrétien was appointed deputy prime minister and secretary of state for external affairs in June 1984. He was re-elected as the member of Parliament for St-Maurice in September 1984. As a member of the Opposition, he served as critic for external affairs. Mr. Chrétien resigned from the House of Commons in 1986, and returned to the legal profession.

On June 23, 1990, Mr. Chrétien was elected leader of the Liberal Party of Canada.

He was elected to the House of Commons in a by-election in the riding of Beauséjour (New Brunswick) on Dec. 10, 1990, and sworn in as leader of the Opposition on Dec. 21, 1990.

Mr. Chrétien was re-elected to the House of Commons for the riding of St-Maurice on Oct. 25, 1993, when his party won a majority of seats in the House. He was sworn in as the 20th prime minister of Canada on Nov. 4, 1993.

Mr. Chrétien married Aline Chaîné of Shawinigan in 1957. They have three children.

Roy MacLaren
Minister for International Trade for Canada

Born in Vancouver, British Columbia, in 1934, Roy MacLaren has degrees from the University of British Columbia, Cambridge University, Harvard University and the University of Toronto.

From 1957 to 1969, he worked in the Canadian foreign service with postings in Hanoi, Prague, Geneva and New York City.

Mr. MacLaren has extensive experience in business. He was president of Ogilvy and Mather (Canada) Ltd.; chairman of CB Media Ltd.; and vice-president of Massey-Ferguson Ltd.; and was a director of several firms, including Royal LePage Ltd., Royal LePage Mortgage Corporation, London Insurance Group Inc. and Deutsche Bank (Canada).

He was first elected to the House of Commons for the Metropolitan Toronto riding of Etobicoke North in 1979, and won re-election in 1980, 1988 and 1993.

In 1983, Mr. MacLaren was appointed to Cabinet as minister of state (finance) and in 1984 was appointed minister of national revenue. He has served as the official Opposition critic for international trade, co-chairman of the Special Joint Committee on Senate Reform, chairman of the Federal Task Force on Business-Government Relations, and Chair of the Liberal Economic Policy Committee.

Mr. MacLaren married Alethea Mitchell in 1959. They have three children.

Raymond Chan
Secretary of State (Asia-Pacific) for Canada

Born in 1951 in Hong Kong, Raymond Chan came to Canada in 1969 and became a Canadian citizen in 1974.

He received a Bachelor of Applied Science in Engineering Physics from the University of British Columbia.

As a professional engineer, Mr. Chan worked at the Triumf research centre at the University of British Columbia from 1977 to 1993. A restaurateur, he also owned and operated two small businesses from 1974 to 1989.

In 1989, Mr. Chan founded and chaired the Vancouver Society in Support of Democracy Movement. Mr. Chan is a member of the Mandarin Lions Club and the Dragon Masters Toastmasters Club in Richmond.

Mr. Chan was first elected to the House of Commons on Oct. 25, 1993, to represent the British Columbia riding of Richmond.

Mr. Chan married Maureen Marnlien in 1975. They have two children.

Provincial Premiers

Bob Rae Premier of Ontario

Bob Rae was born in Ottawa, Ontario, on Aug. 2, 1948. He has a bachelor of arts and a law degree from the University of Toronto and was one of two Rhodes scholars from Ontario in 1969. He obtained a graduate degree in politics from Oxford University and later worked in a housing and legal aid clinic in London. His legal training was in labour law and included work for the United Steelworkers of America in Toronto.

As the federal member of Parliament for the Toronto riding of Broadview-Greenwood from 1978 to 1982, he served as the New Democratic Party's housing and finance critic.

Mr. Rae was elected leader of the Ontario New Democrats in February 1982 and became a member of provincial parliament for York South, following a by-election in November of the same year. He was re-elected to that seat in the general elections of 1985, 1987 and 1990.

Sworn in as premier in 1990, Bob Rae leads the first New Democrat government in the history of Ontario.

Premier Rae is married to Arlene Perly. They have three daughters.

John Savage
Premier of Nova Scotia

A native of Wales, John Savage is a 1956 graduate of Queen's College Medical School, in Belfast, Northern Ireland. He worked for more than 30 years as a family physician and was a leader in many community initiatives: helping to start day care centres, establishing drug addiction programs, and delivering medical aid in Nicaragua.

Dr. Savage has been an educator in issues surrounding health promotion and taught family life programs throughout Nova Scotia. He was elected to the Dartmouth School Board in 1978 and chaired the board in 1984-85.

Dr. Savage became mayor of Dartmouth in 1985 and was re-elected twice before resigning to become leader of the Nova Scotia Liberal Party in 1992. As mayor, Dr. Savage pioneered the concept of a "healthy community." He established many firsts in Dartmouth, including an annual celebration of multiculturalism.

Dr. Savage led the Liberal Party to victory in May 1993, representing the riding of Dartmouth South. On June 11, he was sworn in as premier of Nova Scotia.

Premier Savage has lived in Dartmouth since 1966 with his wife, Margaret, and their seven children.

Frank McKenna
Premier of New Brunswick

Frank McKenna was born in Apohaqui, New Brunswick, on Jan. 19, 1948. He holds a bachelor of arts from St. Francis Xavier University and studied political science at Queen's University. A Beaverbrook Scholar, he studied law at the University of New Brunswick. Upon graduation, he joined a Chatham law firm and specialized in trial law.

Mr. McKenna was first elected to the legislative assembly in 1982, representing Chatham riding. He was re-elected in 1987 and 1991. In 1985, he was chosen leader of the Liberal Party of New Brunswick and led the party to victory in 1987, winning every seat in the legislature. His government was re-elected on September 23, 1991.

Premier McKenna won the Vanier Award in 1988. In 1993, the Economic Developers' Association of Canada named him Economic Developer of the Year. In May 1994, he was presented with the Canadian Advanced Technology Association award of distinction for public sector leadership in the development and application of advanced technology in Canada.

Premier McKenna and his wife, Julie, have three children.

Gary Filmon
Premier of Manitoba

Born in Winnipeg, Manitoba, on Aug. 24, 1942, Gary Filmon earned a bachelor of science degree (civil engineering) from the University of Manitoba in 1964 and a master's degree in civil engineering in 1967.

He was a consulting engineer for five years with Underwood McLellan Ltd. and president of Success/Angus Commercial College for the next 11 years.

For four years, starting in 1975, Mr. Filmon was a Winnipeg city councillor. He was first elected to the Manitoba legislative assembly as a Progressive Conservative member in a 1979 by-election. The following month, he was appointed legislative assistant to the minister of finance, energy and mines.

He held that post until January 1981 when he was sworn into the provincial cabinet as minister of consumer and corporate affairs and environment, and minister responsible for the Manitoba Housing and Renewal Corporation. Re-elected in 1981, 1986, 1988 and 1990 as the member for Tuxedo, Mr. Filmon has been leader of the Manitoba Progressive Conservative Party since December 1983.

Mr. Filmon became premier of Manitoba in 1988. His party was returned to office in September 1990 and he is currently serving his second term as premier.

Premier Filmon and his wife, Janice, have four children.

Mike Harcourt
Premier of British Columbia

Mike Harcourt was born in Edmonton, Alberta, on Jan. 6, 1943. He has a degree in law from the University of British Columbia.

Beginning as a Vancouver alderman in 1973, Mr. Harcourt capped an extensive career in civic politics with three successive terms as mayor of Vancouver. During that time, he was a director of the Federation of Canadian Municipalities, and he represented Vancouver on various boards and commissions.

Before entering politics, Mr. Harcourt was a lawyer and community activist in Vancouver. He is a founding member of the Vancouver Community Legal Assistance Society, and he has served in several other civic organizations.

Leader of the British Columbia New Democratic Party since April 1987, Mr. Harcourt represents the riding of Vancouver-Mount Pleasant. He became premier on Nov. 5, 1991.

Premier Harcourt is married with one son.

Catherine Callbeck
Premier of Prince Edward Island

Born on July 25, 1939, Catherine Callbeck received a bachelor of commerce degree from Mount Allison University in 1960 and a bachelor of education degree from Dalhousie University in 1963. She also completed post-graduate courses in business administration at Syracuse University.

After teaching business in New Brunswick and Ontario, Ms. Callbeck returned to Prince Edward Island where she became involved with the family business, Callbeck's Ltd., of Central Bedeque.

She was elected to the Prince Edward Island legislative assembly in 1974 as the member for the Fourth District of Prince. From 1974 to 1978, she served as minister of health and social services and as minister responsible for the disabled. In 1978 she returned to the family business.

Ms. Callbeck was elected the federal member of Parliament for Malpeque in 1988 and served as the official Opposition critic for consumer and corporate affairs; energy, mines and resources; financial institutions and as the associate critic for privatization and regulatory affairs.

Ms. Callbeck was elected leader of the Liberal Party of Prince Edward Island on January 23, 1993, and was sworn in as premier and as president of the Executive Council on January 25, 1993. She was elected as the member of the legislative assembly for the First District of Queens in the general election of March 29, 1993.

Premier Callbeck is the first woman in Canada to be elected a provincial premier.

Ralph Klein Premier of Alberta

Ralph Klein was born in Calgary, Alberta, on Nov. 1, 1942. He obtained his education in Calgary, interrupting his high school studies to enlist in the Royal Canadian Air Force. Upon leaving the service, Mr. Klein continued his education, eventually becoming principal of the Calgary Business College.

From 1963 to 1969, Mr. Klein worked in public relations with the Red Cross and the United Way. He later became a radio and television journalist.

As Calgary's mayor from 1980 to 1989, Mr. Klein focused on the 1988 Olympic Winter Games, the city's light rail transit system, and protection of the Bow River.

In March 1989, shortly after he was elected member of the legislative assembly for Calgary-Elbow, Mr. Klein was appointed environment minister.

Mr. Klein was elected leader of the Alberta Progressive Conservative Party in December 1992 and became premier on Dec. 16 of that year. Albertans gave the Premier a new mandate on June 15, 1993.

Mr. Klein received the Order of St. John in 1986 and was inducted into the Olympic Order in 1988. In 1994, he was named Man of the Year by the International Young Entrepreneurs.

Premier Klein and his wife, Colleen, have five children.

Roy Romanow
Premier of Saskatchewan

Roy Romanow was born and educated in Saskatoon, Saskatchewan. He graduated from the University of Saskatchewan, where he earned his arts and law degrees.

He was first elected to the Saskatchewan legislature in 1967 and was re-elected in 1971, 1975, 1978, 1986 and 1991.

Between 1971 and 1982, Roy Romanow was the deputy premier in the New Democratic Party government of Saskatchewan. He served also as attorney general and introduced several justice system reforms, including a provincial legal aid plan; the Saskatchewan Human Rights Commission; the Saskatchewan Human Rights Code; and the Provincial Ombudsman's Office.

In 1979, Mr. Romanow was appointed Saskatchewan's first minister of intergovernmental affairs. He was one of the key players in the federal-provincial negotiations which resulted in the November 1981 Constitutional Accord. In 1984, he co-authored *Canada Notwithstanding*, a book on those negotiations.

After re-election in October 1986, Mr. Romanow was caucus spokesperson on federal-provincial affairs and on economic development and trade issues.

In 1987, Mr. Romanow was acclaimed leader of the Saskatchewan New Democratic Party. After leading his party to victory in the October 1991 general election, he became premier on Nov. 1, 1991.

Clyde Wells

Premier of Newfoundland and Labrador

Clyde Wells was born in Buchans Junction, Newfoundland, on Nov. 9, 1937, and graduated from Memorial University of Newfoundland in 1959 and from Dalhousie University Law School in 1962. He was called to the Bar of Nova Scotia in 1963 and the Bar of Newfoundland in 1964. He established a law practice in Corner Brook, Newfoundland, in 1964.

Clyde Wells first entered public life in 1966 when he was elected to the house of assembly for the district of Humber East. At age 29, he became minister of labour and was the youngest cabinet minister in the province's history.

From 1977 to 1979, Mr. Wells was a member of the Constitutional Law Committee of the Canadian Bar Association. In the early 1980s, he represented the federal government in several major constitutional cases. He was also active in business and community affairs, holding several corporate directorships.

Clyde Wells became leader of the Liberal Party of Newfoundland and Labrador in June 1987. On May 5, 1989, he became premier of the province. He led the Liberal party to a second majority government and was re-elected as the member of the house of assembly for Bay of Islands district on May 3, 1993.

Premier Wells is married to Eleanor Bishop. They have three children.

Territorial Government Leaders

Nellie Cournoyea

Government Leader for the Northwest Territories

Born in Aklavik, Northwest Territories, in 1940, Nellie Cournoyea was educated through the Federal Aklavik Day School by Alberta correspondence courses.

Ms. Cournoyea worked at CBC Inuvik for nine years as an announcer and station manager. She has been a land claim field worker for the Inuit Tapirisat of Canada and was a founding member, administrator and land rights worker of the Committee for Original Peoples' Entitlement.

Ms. Cournoyea was the first managing director of the Inuvialuit Development Corporation and, for several years, was the implementation co-ordinator for the Inuvialuit Final Agreement. She has also been a director of the Inuvialuit Petroleum Corporation, the Inuvialuit Development Corporation, and the Enrolment Authority and Arbitration Board.

Nellie Cournoyea has represented the Western Arctic riding of Nunakput since 1979. She became government leader of the Northwest Territories on Nov. 15, 1991.

In 1982, Ms. Cournoyea received the Woman of the Year Award (Politics) presented by the N.W.T. Native Women's Association. In 1986, she was the first recipient of the Wallace Goose Award given by the Inuvialuit Regional Corporation in recognition of contributions to the culture and lifestyles of the Inuvialuit. In 1994, Government Leader Cournoyea received a national aboriginal achievement award.

John Ostashek
Government Leader for Yukon

John Ostashek was born on May 10, 1936, in High Prairie, Alberta.

He was acclaimed leader of the Yukon Party in December 1991. In the general election of October 1992, Mr. Ostashek was elected to the Yukon general assembly as the member for Porter Creek North. This was his first attempt at seeking public office.

Mr. Ostashek has served as president of the Yukon Outfitters Association, director of the Yukon Visitors Association, and chair of the Kluane School Committee. He also operated an air charter sightseeing business.

Government Leader Ostashek and his wife, Carol Pettigrew, have lived in Yukon for 21 years.

Municipal Leaders

Laurence Mawhinney

President of the Federation of Canadian Municipalities

Laurence Mawhinney was born in Belfast, Northern Ireland, in 1941 and settled with his family in Rose Bay, Nova Scotia, in 1948.

He is graduate of Sir George Williams (Concordia) and McGill universities.

First elected to Lunenburg town council in 1976, Mr. Mawhinney was elected mayor in 1979 and is now in his fifth term. As well, he has 15 years of service on school boards in Lunenburg County, seven as chairman.

In 1989-90, Mr. Mawhinney was president of the Union of Nova Scotia Municipalities. Today, he is president of the Federation of Canadian Municipalities, which was founded in 1937 and now represents 565 municipalities of all sizes across Canada.

Mr. Mawhinney is also a member of the Maritime Municipal Training and Development Board, appointed by the Council of Maritime Premiers. He has led training seminars for elected and appointed officials in the Atlantic provinces and has written articles on municipal parliamentary procedures.

Mr. Mawhinney and his wife, Marion, have six children.

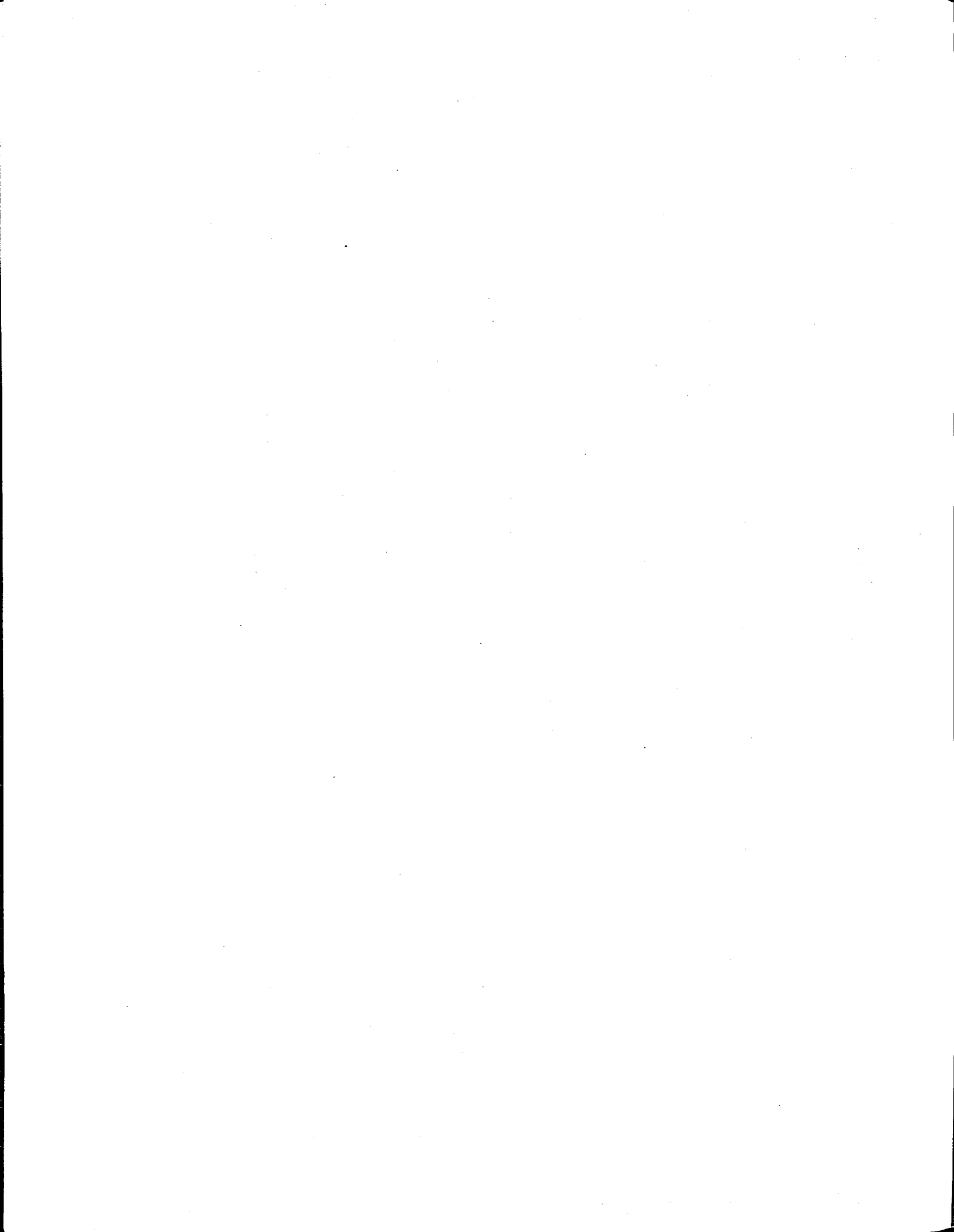
Philip Owen
Mayor of Vancouver

Philip Owen was born in Vancouver, British Columbia. After completing his education, he entered the retail business with Eaton's department stores and, by the age of 32, was a store manager.

Later, with a partner, Mr. Owen established a textile business in Vancouver. In 1972, he became active with Vancouver's small business community and has since expanded his interests to include other retail business and manufacturing.

Mr. Owen became involved with municipal government in 1978, when he was elected to the Vancouver Park Board. In 1986, he was elected to city council. During his eight years on the council, Mr. Owen has chaired the standing Committee on City Services and Budgets, established the city's Small Business Council, and served on several boards and commissions. He was elected mayor in November 1993.

Mayor Owen and his wife, Brita, have three children.



China



Canada-China Relations

Bilateral

- Canada-China relations have been enhanced significantly over the past year. Prime Minister Jean Chrétien's visit this November is the culmination of several high-level visits in 1994. Visits to China were made by Governor General Ramon Hnatyshyn, Foreign Affairs Minister André Ouellet, International Trade Minister Roy MacLaren, Agriculture and Agri-Food Minister Ralph Goodale and Secretary of State (Asia-Pacific) Raymond Chan. Chinese Vice-Premier Zou Jiahua travelled to Canada in April. The Prime Minister will lead the largest-ever Canadian delegation to China, including nine provincial premiers and close to 300 Canadian business representatives.
- High-level visits assist Canada in its policy of developing a broadly based relationship, engaging China in four key areas: economic partnership; sustainable development; human rights, good governance and the rule of law; and peace and security.
- Given China's economic growth and potential, Canada is positioning itself now to build an economic partnership that will create jobs and prosperity at home, as well as benefit the people of China.
- Canada has engaged China in a sustained and substantive dialogue on non-proliferation questions and regional security, with a view to encouraging China to exercise responsible international behaviour with respect to arms sales and the early and successful conclusion of the Comprehensive Test Ban Treaty.
- Canada continues to work in multilateral fora to ensure that China respects its obligations under the United Nations Declaration on Human Rights. Canada continues to raise concerns over the detention of political dissidents and the general lack of political freedoms in China.
- Sustainable development is an integral component of Canada's policy towards China. Canada seeks to assist China — the world's largest consumer of coal — to manage its environment to the benefit of the global environment.
- Canada supports the current efforts to bring a greater measure of democracy to Hong Kong. We have made it clear to China that we expect Hong Kong's transition to Chinese sovereignty in 1997 will happen according to the 1984 Basic Law and Joint Declaration between China and the U.K., and that it will be smooth, ensuring Hong Kong's continued stability and prosperity.

Trade and Investment

- China is Canada's third most important market in the Asia-Pacific and our fifth largest trading partner in the world, with two-way trade valued at nearly \$4.8 billion in 1993.
- Since China embarked on an open door policy of economic reforms, Canada-China trade relations have evolved rapidly. Traditionally, Canadian exports to China have been basic commodities such as wheat, fertilizers and wood pulp. However, in recent years, sales of manufactured goods have gained importance. While they represented only 4 per cent of our exports to China in 1988, manufactured goods rose to 32 per cent of our exports in 1993 and 43 per cent — worth about \$400 million — during the first six months of 1994. Overall, exports of Canadian manufactured goods to China have more than doubled over the past two years.
- Canadian exports to China totalled \$1.6 billion in 1993, down from \$2.1 billion in 1992, largely because of a dramatic reduction in wheat sales. Nevertheless, preliminary figures for the first six months of 1994 show that Canadian exports to China are returning to 1992 levels. Major imports from China include outerwear, cotton, games and toys, leather goods, footwear, mechanical equipment and oil seeds.
- Many of China's import and infrastructure requirements correspond to Canada's prime export strengths, especially in areas such as telecommunications, oil and gas, power generation, environmental technologies and services, transportation, the mining and petrochemical industry, agricultural products and technology.
- Canada and China have signed a number of agreements in sectors such as agriculture, forestry, telecommunications, transportation, ferrous and non-ferrous minerals, and metals. The objective is to encourage technological exchanges and business relations in these areas.
- Canada has consistently supported the efforts of the Chinese government to open its markets by extending it most-favoured-nation status. This status gives China access to the Canadian market on the same basis as most other trading partners. Canada also supports China's application for entry into the World Trade Organization, which would give Canadian business better access to the Chinese market.
- Canada has established a trade office in Guangzhou (formerly Canton), in Guangdong Province, the heart of the fast-growing southern region of China. Canada also has an embassy in Beijing and a consulate in Shanghai.

- In July 1994, Canada announced that it was providing a \$100 million line of credit to the Export Development Corporation (EDC) to further enhance the competitiveness of Canadian exports to China.
- In 1992, Canadian direct investment in China was valued at \$37 million, a major increase from \$14 million in 1991 and \$8 million in 1990. Chinese direct investment in Canada was approximately \$48 million in 1992.
- More than 100 Canadian companies have offices in China, and Canadian firms are increasingly interested in expanding operations there. Northern Telecom and Dominion Bridge recently concluded agreements there. Other firms active in China include Harris Farinin, Semi-Tech Microelectronics, Alcan Aluminum, Seagram Company Limited, and Babcock and Wilcox Canada.

Cultural Relations

- Canada has long considered cultural relations with China an important facet of bilateral relations. Official consultations on cultural relations take place regularly.
- A cultural treasures preservation exchange program is currently being considered. The possibility of a concert tour of China by a major Canadian orchestra is being also being examined.
- In 1993, Canadian pianist Angela Hewitt toured a number of large Chinese cities. The tour was supported by both public funding and private sponsorship. Earlier this year, the Oliver Jones Trio, a jazz ensemble, accompanied the Governor General on his visit to China, and performed for enthusiastic audiences.
- A feature film on the life of Norman Bethune was made under a Canada-China film and television co-production agreement, signed in 1987. Because of its success, the Canadian film and television industry is eager to renew production contacts with the Chinese film industry.
- In 1990, the National Film Board and China's Xi'an Film Studio co-produced "The First Emperor," the first Imax film made with a Chinese partner.
- TV Ontario has made several exploratory trips to China in the past few years, and has expressed interest in co-producing educational materials with Chinese television producers.

Academic Relations

- Canada-China academic relations date back more than 50 years. In 1941, Professor Chian Wei Chang was the first Chinese person to graduate from a Canadian university, the University of Toronto. He later played an important role in developing Canadian studies programs in China during his presidency at the Shanghai University of Technology. He was also vice-president of the Chinese Democratic Party.
- For the past 15 years or so, Chinese interest in Canadian studies has increased considerably. At present, there are nearly 20 Canadian studies centres in China, plus a Chinese Canadian Studies Association. Canada spends nearly \$250,000 a year in developing Canadian studies programs in China.
- In the late 1980s, Canada and China signed a memorandum of understanding renewing the China-Canada Scholars Exchange Program under which a dozen or so university professors and students from each country travel to the other country to study every year.
- More than 4,000 Chinese students are now studying at Canadian universities, mainly in engineering and pure sciences. About 100 Canadian students are studying in China.

Development Assistance Co-operation

- The Canadian International Development Agency's (CIDA's) official development assistance program with China was launched in 1982. Since 1990, bilateral (government-to-government) funding has been in the range of \$30 to \$32 million. Bilateral projections for 1994-95 are \$38.5 million.
- CIDA's Industrial Co-operation Program provides financial assistance to Canadian firms wishing to establish long-term business ventures in China. In 1993-94, the program invested almost \$8 million in private sector projects.
- Assistance has been focused in the energy, transportation, telecommunications, agriculture, forestry and human resource development sectors.

- Major ongoing projects include the Canada-China Enterprise Management Training Centre, assistance to open cities, the China Council for International Co-operation on Environment and Development, lean swine production, the South China power studies project, the Oil and Gas Technology Transfer Program, and comprehensive transport management training.
- CIDA has recently put in place a new country development policy framework for China which will serve as a guide for all future programming. From now on, all CIDA programs in China will focus on economic co-operation, environmental sustainability, human rights and democratic development, and good governance. In addition, CIDA's concerns about women in development and reduction of poverty will continue to be emphasized.
- Since the new country development policy framework was launched in July 1994, by Foreign Affairs Minister André Ouellet, letters of intent have been signed for nine new initiatives in the areas of environmental sustainability, economic co-operation, good governance and women in development.

Canada's Four Pillars Policy on China

While Canada's foreign policy objectives in China are many and diverse, its overall aim is to engage Chinese leaders on a range of bilateral and multilateral issues. The pillars of this relationship — economic partnership; sustainable development; human rights, good governance and the rule of law; and peace and security — are strong and are the underpinning upon which this government intends to base long-term relations. Canada believes that only through systematic and wide-ranging contact will it be able to encourage greater openness and freedom in China and to advance Canadian interests there.

Economic Partnership

Since China launched its immense economic reform program in 1978, bilateral trade relations have evolved considerably. Today, China is Canada's third most important market in the Asia-Pacific region and its fifth largest trading partner in the world, with two-way trade totalling \$4.8 billion in 1993.

In the past, Canadian exports to China consisted of basic commodities such as wheat, fertilizers and wood pulp. But in recent years Canadian manufactured goods have gained importance in the Chinese market. In 1988, manufactured goods represented 4 per cent of imports from Canada; by mid-1994 they represented 43 per cent.

The fact that many of China's import and infrastructure requirements parallel Canada's top export strengths — especially in such areas as telecommunications, oil and gas, power generation, environmental technology, transportation, construction, the mining and petrochemical industry, agricultural products and technology — also strengthens the partnership.

In 1993, Canada exported close to \$500 million in value-added goods to China, a growth rate of almost 50 per cent over 1992. And these exports are expected to increase as China's modernization drive continues.

Canada's Export Development Corporation plays a critical role in financing our value-added exports to China. In July of this year Canada's Minister of Foreign Affairs, André Ouellet, witnessed the signing of a \$100 million extension of Canada's line of credit to China. To further support Canadian businesses pursuing opportunities in China, Canada's Minister for International Trade opened a trade office in Guangzhou, Guangdong Province, during his visit in April 1994.

Canadian companies, large, medium and small, are active in the Chinese market and are eager to work with Chinese counterparts. Northern Telecom and CAE Electronics Limited of Dorval, Quebec, and Vancouver-based Chemetics Ltd. are all active in China.

The Canadian government believes that high-level political contacts will continue to be an important element in opening doors for Canadian companies. These contacts will also help to make Chinese leaders aware of Canadian capabilities for producing high-quality goods and services.

The Canadian government also recognizes the need to provide solid policy support for continued economic reform. China's attempt to convert a huge centrally planned economy to a market economy is unprecedented. An efficient, modern economy needs a specialized infrastructure, underpinned by transparent legislation and regulation. Canada's development assistance program supports China's effort to put in place the "software" of a modern economy that will help it modernize and be further integrated into the global economy.

Because of Canada's firm support of an international rules-based trading system, it strongly supports China's accession to the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) by January 1, 1995, and its entry as a founding member into the World Trade Organization (WTO). Accession should be concluded on terms which will benefit China and China's trading partners alike, and which will strengthen the WTO. Canadian objectives regarding China's entry are to obtain lower Chinese tariffs on Canadian exports, reduction of non-tariff barriers, removal of restrictions on foreign investment in the services sector, more transparency in trade rules and more predictable market access.

Since its 1986 admission request, China has made sweeping reforms to its economy and its trading system. However, there are still areas which require improvement if China is to meet GATT standards. Secrecy about import regulations, restrictive measures applied to foreign investment and import services, and inadequate protection of intellectual property are all areas that will have to be reformed before Chinese accession to the GATT and the WTO.

Canada and China co-operate on regional economic issues and human resource development strategies in Asia-Pacific Economic Co-operation (APEC). Within APEC, the two countries share a common interest in pushing for economic reform and trade liberalization among members.

Sustainable Development

Canada believes that it is essential to protect the environment while promoting economic growth.

China's immense population is placing considerable pressure on its natural resources. Water shortages are becoming increasingly frequent and serious. The beds bearing underground water are gradually deteriorating. The pollution of China's lakes and rivers is staggering; and erosion, salinization and urbanization are decreasing agricultural land.

China is also the world's largest consumer of coal. Coal-fed electricity generators are the engines of its growing economy, and their emissions of greenhouse gases are increasing exponentially.

Because of the important contribution China can make to resolving global environmental issues, Canada is working with China on a range of environmental management issues. This is being achieved through economic ties and through Canadian International Development Agency (CIDA) assistance programs, which are giving China access to Canadian technologies and services including technical training, management expertise and applied research.

On the bilateral front, Canada-China environmental co-operation has largely taken place in the area of pollution control. Environment Canada and China's National Environment Protection Agency signed a memorandum of understanding on environmental co-operation in April 1993. The agreement provides a framework for co-operation in a number of areas including water pollution, water basin management, hazardous and solid waste management, training and analysis of samples for toxic pollutants, and ozone depletion and the application of the Montreal Protocol.

A joint study of greenhouse gas emissions, with a control strategy for Beijing, was conducted by Environment Canada's Atmospheric Environment Service and China's State Science and Technology Commission. The purpose of the study was to help China prepare a national report on greenhouse gas emissions and possible control strategies, which was presented at the Symposium on China's Climate Change Strategy in Beijing last December. Over the long term, the study will help China build its own capacity to deal with climate change.

Important links have been established in the environmental impact assessment and public awareness sectors. Canada has also been instrumental in helping China develop a national environmental plan. Last year, Canada hosted an Organization for Economic Co-operation and Development (OECD) Workshop on National Plans, which China attended. Canada's own Green Plan has been translated into Chinese and China intends to distribute copies to its provinces.

Canada is committed to helping China develop policies and institutions that recognize the relationship between economic growth, social development and environmental protection. CIDA's development assistance program with China is placing greater emphasis on environmental sustainability. As a first step, last July in Beijing, Foreign Affairs Minister André Ouellet and China's Minister for Foreign Trade and Economic Co-operation, Madame Wu Yi, signed a letter of intent regarding the development of three environmental co-operation projects. Each project represents an area of Canadian strength.

The projects will help China to implement its Agenda 21 Action Plan, as agreed at the 1992 United Nations Conference on Environment and Development in Rio de Janeiro. They range from an ecological study of China's Tarim Basin, an area with enormous oil and gas reserves, to a project which will involve the transfer of Canadian energy-efficient building standards. At the same time, CIDA is continuing its support for the China Council of International Co-operation on Environment and Development which provides high-level policy advice to the Chinese government on the relationship between economic development and environmental concerns.

Human Rights, Good Governance and the Rule of Law

Respect for human rights and the rule of law in China is an essential Canadian objective. Canada has developed a pragmatic human rights strategy that uses every bilateral and multilateral opportunity to remind Chinese authorities of Canadian concerns.

On the bilateral front, Canada has been active in developing a constructive dialogue with China on human rights issues. Over this past year of frequent high-level contact, Canada has raised its concerns about human rights to Chinese leaders at every available opportunity. Canadian officials will continue to hold frank and open talks with Chinese authorities on human rights violations.

A number of projects are currently being developed by Canada to further engage the Chinese in the area of reform of legal and judicial structures. The Canadian Bar Association and the All China Lawyers Federation are co-operating on a project that will introduce Chinese lawyers to the Canadian legal system. A Chinese committee drafting a new criminal procedure has studied the Canadian criminal procedure. The University of Ottawa, through its Human Rights Research and Education Centre, will be working with the University of Beijing International Law Institute on a CIDA-funded program through which they will share workshops, exchange educational materials and conduct research on different aspects of human rights. CIDA will soon be funding other initiatives in the area of legal reform and rights issues. As well, a high-level Chinese delegation has been invited to Canada to discuss specific issues including reform, the rule of law and democratic participation.

In June 1993, at the UN World Conference on Human Rights, China joined the international community in adopting the Vienna Declaration and Programme of Action, which reaffirmed the principles of the 1948 Universal Declaration of Human Rights and asserted that it is "the duty of all States, regardless of their political, economic or cultural systems, to promote and protect all human rights and fundamental freedoms." Canada is committed to working through all appropriate channels to encourage China to respect its obligations under the Vienna Declaration and Programme of Action.

At the Commission on Human Rights in Geneva, in early 1994, Canada co-sponsored a draft resolution on the human rights situation in China. The resolution expressed concern about continuing reports of violations of human rights and fundamental freedoms. It called upon China to take measures to ensure full human rights, including the rights of women, and asked China to extend its co-operation to all special rapporteurs and working groups of the UN Commission on Human Rights. The resolution also called for a special report on human rights in China. Regrettably, a majority of countries voted for a Chinese motion asking that no decision be taken on the draft resolution.

Peace and Security

A key element of Canada's foreign policy is the promotion of international peace and security. This cannot be achieved without the full participation of one of the most powerful and influential countries in the Asia-Pacific region.

As Pacific countries and members of APEC and the ASEAN Regional Forum, Canada and China share an interest in regional peace and security. Canada and China have already begun a dialogue on regional security, non-proliferation, arms control and peacekeeping. Canada intends to remain engaged in this dialogue, particularly on issues such as the Korean peninsula and nuclear non-proliferation.

In continuing to conduct nuclear tests, China is disregarding the moratorium that has been observed by the other nuclear weapons states. On October 7, China conducted another underground nuclear test in western Xinjiang Province. Chinese nuclear testing could adversely affect negotiations on a comprehensive test ban treaty and the Non-Proliferation Treaty extension process.

On the bilateral level, a nuclear co-operation agreement will be signed during the Prime Minister's visit. The agreement is fully consistent with Canada's stringent nuclear non-proliferation policy, and includes a commitment to peaceful uses and the means to verify this. The commitment will ensure that no Canadian-supplied products or materials, such as CANDU reactors or uranium, can be used in the Chinese nuclear weapons program. Canada

already has 17 such bilateral agreements with other nuclear weapons states, including the United Kingdom and France through our nuclear co-operation agreement with Euratom, the United States and Russia.

Canadian efforts are not being limited to nuclear non-proliferation issues. Canada is also seeking to obtain China's co-operation in restraining the international flow of conventional weapons, particularly to regions of tension and instability. Canada views the China-United States agreement signed in October 1994 as a positive step. In the agreement, China pledged not to export ballistic missiles subject to control under the Missile Technology Control Regime.

Canada China Business Council

- The Canada China Business Council (CCBC) will host its 14th annual general meeting and policy conference from Nov. 7 to 9 in Beijing, to coincide with Team Canada's trip to the People's Republic of China Nov. 5 to 13. Minister of International Trade MacLaren will be opening the meeting.
- One of the conference highlights will be the Team Canada Forum, scheduled for Nov. 8. Prime Minister Jean Chrétien, federal ministers and provincial premiers will hold talks with Canadian business representatives on Canada-China trade and investment issues.
- The conference will include discussions on the performance of the Chinese economy as well as panels on infrastructure financing, joint venture law, business case studies, and the role of debt and equity investment.
- The guest of honour at the annual CCBC banquet on Nov. 8 will be Prime Minister Chrétien. More than 1,500 guests will attend, including senior Chinese officials and business representatives involved in joint ventures with Canadian companies.
- The business program for Team Canada delegates is being planned by the CCBC. The Business Council on National Issues, the Canadian Chamber of Commerce, and the Canadian Chamber of Commerce in Hong Kong are also participating in the program.
- The CCBC has been involved in a number of Canadian missions over the past year.
- A private sector, non-profit, non-governmental organization, the CCBC was established in 1978 to promote trade and investment between Canada and the People's Republic of China.
- The CCBC's services include participating in technical discussions and commercial negotiations; preparing market surveys; providing on-site interpretation and translation services; ongoing liaison with Canadian and Chinese officials; and publishing Canada's only China business magazine, *Canada China Business Forum*.
- The CCBC's membership now consists of more than 170 firms. Its head office is in Toronto, with branch offices located in Beijing, Shanghai and Vancouver.

Canada-China Agreements

Subject	Date Signed	Agreements or memoranda of understanding (MOU)
AGREEMENTS		
Air	June 1973	Civil Air Transport Agreement
Claims	August 1981	Agreement concerning the Settlement of Private Property Claims
Commerce	October 1973	Trade Agreement
Culture	February 1987	Agreement on Co-production of Films
Economic Co-operation	October 1979	Protocol on Economic Co-operation
Development Co-operation	October 1983	General Agreement on Development Co-operation
Investment Insurance	January 1984	Exchange of Notes relating to Foreign Investment Insurance
Taxation	May 1986	Agreement for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income
Trademarks	July 1973	Exchange of Notes concerning Reciprocal Registration of Trade Marks
Legal	July 1994	Mutual Legal Assistance Treaty
Environment	July 1994	Environmental Co-operation
Export Financing	July 1994	Export Financing Agreement
MEMORANDA OF UNDERSTANDING (MOU)		
Trade	June 1991	MOU establishing a joint economic and trade council
Agriculture	September 1980	MOU between the Minister of Agriculture Canada and the ministers of Agriculture and State Farms and Land Reclamation of China
Agriculture	May 1986	MOU on plant quarantine co-operation between the governments of Canada and China
Consular Matters	October 1973	MOU regarding reunification of families
Consular Matters	August 1980	MOU regarding reunification of families
Consular Matters	August 1980	MOU regarding exchange of notes constituting an understanding on consular matters
Culture	February 1982	MOU regarding program for cultural exchange in 1982 and 1983 between the governments of Canada and China
Culture	December 1985	MOU regarding program for cultural exchange in 1986 and 1987 between the governments of Canada and China
Diplomatic Relations	October 1970	MOU between the governments of Canada and China concerning the establishment of diplomatic relations between Canada and China
Economic Co-operation	September 1980	MOU between the State Scientific and Technological Commission of China and the International Development Research Centre of Canada

Subject	Date Signed	Agreements or memoranda of understanding (MOU)
Economic Co-operation	October 1986	MOU between the governments of Canada and China
Education	June 1979	MOU between the governments of Canada and China on educational exchanges and co-operation
Environment	June 1993	MOU between Environment Canada and the State Meteorological Administration of China on co-operative meteorological programs
Environment	April 1993	MOU on environmental co-operation between Environment Canada and the National Environmental Protection Agency of China
Exchange of Information	January 1985	MOU on Discussion between the Information Centre of the State Economic Commission of China and Statistics Canada
Fisheries	September 1993	MOU on co-operation in the field of marine and fisheries, science and technology between Fisheries and Oceans Canada and the State Oceanic Administration of China
Hydroelectric Development	November 1984	MOU between Canada and China on co-operation in hydroelectric power development
Personnel Management and Public Administration	September 1991	MOU on co-operation between the Ministry of Personnel of China and the Public Service Commission of Canada in the field of personnel management and public administration
Scientific Co-operation	October 1983	MOU on scientific co-operation between the National Research Council of Canada and the Chinese Academy of Sciences
Sports Exchanges	March 1985	MOU and protocol between Canada and China on sports exchanges for 1985
Telecommunications	March 1988	MOU regarding the promotion and development of co-operation in telecommunications between the two countries
Textiles	April 1978	MOU relating to the trade in certain textile and clothing products between Canada and China
Textiles	May 1979	MOU relating to the trade in certain textile and clothing products between Canada and China
Textiles	January 1982	MOU relating to the trade in certain textile and clothing products between Canada and China
Textiles	January 1987	MOU relating to the export from China of certain textiles and textile products for import into Canada
Visas	October 1973	MOU regarding exchange of notes constituting a visa arrangement

China: Fact Sheet

General

Capital	Beijing
Population	1.2 billion
Beijing	7 million (1990)
Shanghai	7.8 million (1990)
Population growth rate	1.1% (1993)
Area	9.6 million sq. km
Currency	\$1 Cdn = 6.16 Rmb (1994)
Language	Mandarin Chinese

Political

Government	Political power held by Chinese Communist Party
Head of state	President Jiang Zemin
Head of government	Premier Li Peng
Vice premier	Zou Jiahua
Vice premier	Zhu Rongji
Vice premier	Li Lanqing
Minister of foreign affairs and vice premier	Qian Qichen
Minister of foreign trade and economic co-operation	Wu Yi
Memberships	United Nations, Association of South East Asian Nations (ASEAN), Asia-Pacific Economic Co-operation, International Monetary Fund, ASEAN Regional Forum

Economic

Gross domestic product	\$542.9 billion US (1993)
GDP growth rate	13.4% (1993)
GNP per capita	\$458 US (1993)
Inflation rate	27.4% (9/93-9/94)
Unemployment rate	2.5% (1992)
Imports from Canada	\$1.68 billion (1993)
Exports to Canada	\$3.09 billion (1993)
Trade balance	\$1.41 billion (1993)

Major imports from Canada

Electrical and mechanical equipment, wheat, wood pulp, fertilizers, plastics

Major exports to Canada

Outerwear, cotton, apparel, games and toys, leather goods, footwear, mechanical equipment, oilseeds

Canadian direct foreign investment

\$37 million (1992)

Diplomatic Representation

Canadian Embassy in Beijing

Ambassador Fred Bild
Phone: (011-86-1) 532-3536

Chinese Embassy in Ottawa

Ambassador Zhang Yijun
Phone: (613) 235-4402

Beijing

Beijing (formerly Peking) is the capital of China. It lies at the northern point of the North China plain, about 140 km northwest of the Bo Hai Gulf. One of the world's great historic cities, Beijing was first settled 300,000 to 500,000 years ago.

With an urban population of more than seven million people, Beijing has seen its residential and industrial suburbs spread far beyond the confines of the old walled areas. The city's political importance, its relatively modern facilities, and its industrial and technological strengths have long attracted foreign investors and business interests.

While industrial output contributes the largest portion of Beijing's gross domestic product, the city has a large and growing service sector. Its relatively new industrial base is also beginning to contribute more to both national and local economies. Beijing has four major industries of national significance: metallurgy, chemicals, machinery and transport equipment, and electronics. Abundant mineral resources located near Beijing include coal, marble, iron and other metallic ores. Agricultural production in the rural outskirts concentrates on non-staple food, such as vegetables, pork, milk, eggs and fruit.

According to authorities on investment in Beijing, the city has witnessed a rapid acceleration in foreign investment in recent years. Thus far, investment in industry has been in the following key areas: textiles, electronics, automotives, food processing, handicrafts and plastics. Hong Kong-registered companies are the largest investors in Beijing, followed by Japanese and U.S. companies. In line with national policy, Beijing favours foreign investment projects that are export-oriented or introduce advanced technology.

Over the past decade, municipal authorities have invested heavily in upgrading and renovating the city's main tourist attractions; and tourism is now a major source of revenue. Beijing's leading role in China's scientific and technological development is supported by the city's 67 institutions of higher learning and some 400 state-owned research and development agencies.

Shanghai

The port city of Shanghai is one of China's most important centres for trade, finance, industry, technological innovation, education and culture. It is situated on a delta plain just south of the mouth of the Yangtze River and has a population of about 7.8 million.

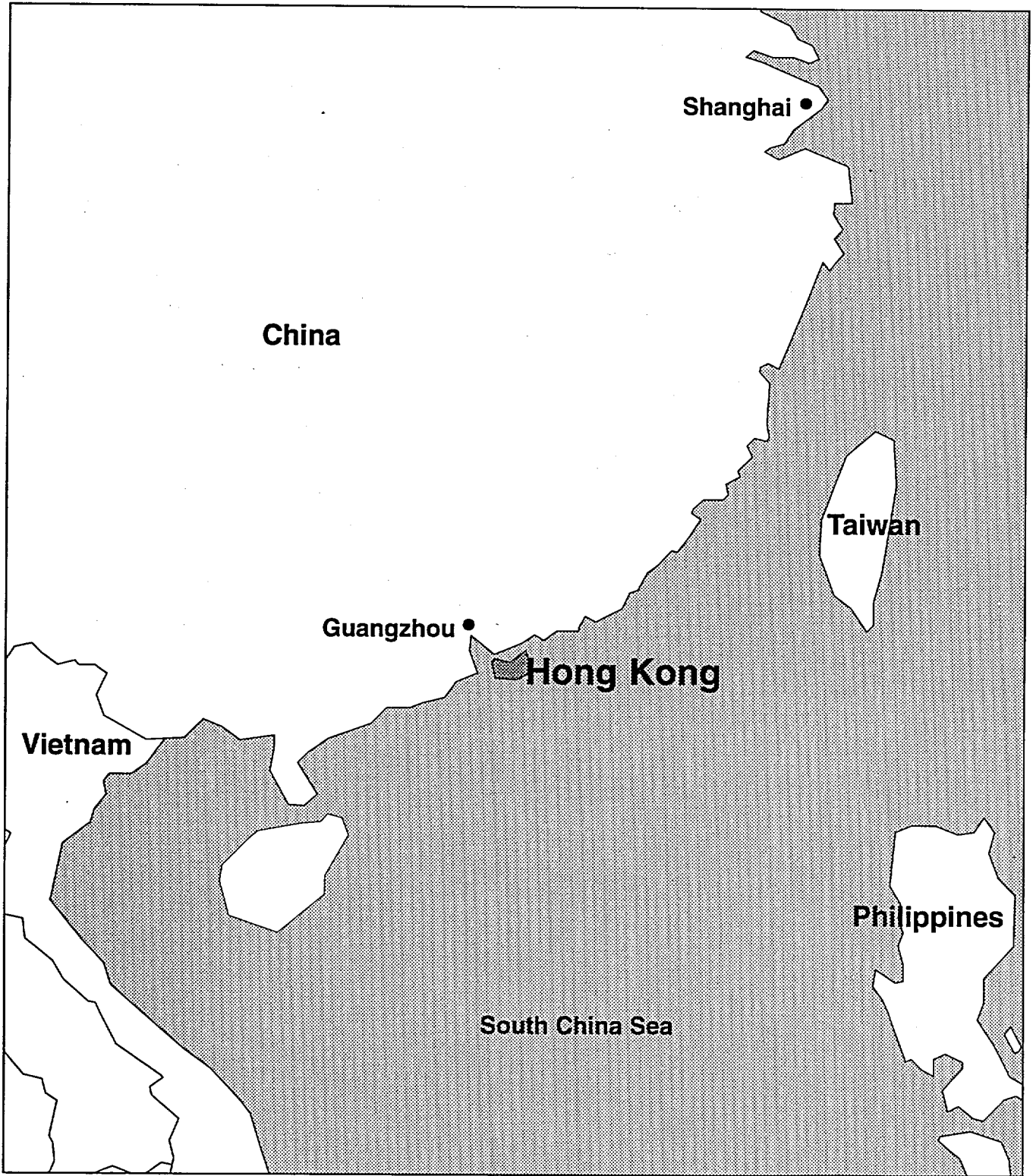
Shanghai is the focal point of China's latest round of economic reforms and modernization. Its workers have the highest level of training and skills in the country. Of the 10 largest foreign-owned firms in China, five are located in Shanghai, which is earmarked to be the nation's principal commercial and financial services centre.

In the past two years, the municipality has concentrated on building up its services sector with both domestic and foreign participation. This has included developing financial and commodities markets, expanding trade and financial services, and permitting more real estate development.

Shanghai is also home to several industrial sectors, including steel, automobiles, aircraft, telecommunications, fine chemicals and high technology. The Pudong New Area, on the east bank of the Huangpu River, has been designated by the central government and by Shanghai as a special zone offering preferential terms to both domestic and foreign investors.

Divided into sub-districts which will concentrate on areas such as trade and finance, export processing, and science and education, Pudong is expected to become the financial centre of Shanghai, as well as the city's most important area for trade. Pudong is already home to China's first free trade port.

Hong Kong



Canada-Hong Kong Relations

Bilateral

- In July 1997, the territory of Hong Kong will revert to Chinese sovereignty and is expected to maintain its role as the business centre for all of South China. Canada is committed to supporting Hong Kong during the period of transition leading up to 1997 and to helping ensure its long-term stability and prosperity.
- A number of high-level visits to Hong Kong have taken place over the last year, including visits by: Secretary of State (Asia-Pacific) Raymond Chan in December 1993, Governor General Ramon Hnatyshyn in April and May 1994, Foreign Affairs Minister André Ouellet in August 1994, and, currently, Prime Minister Jean Chrétien in November 1994.
- Canada and Hong Kong enjoy close relations. Historical, trade and family ties are building bridges and contributing to prosperity in both Canada and Hong Kong.
- Hong Kong is a major source of immigration and investment for Canada. More than 30,000 immigrant visas were issued in Hong Kong in 1993.
- Hong Kong students are the largest portion of the international student population in Canada.
- Some 35,000 to 50,000 Canadians live in the territory, most of them of Hong Kong origin.

Trade and Investment

- Trade relations between Canada and Hong Kong are healthy. Extensive commercial links include the presence of more than 75 Canadian corporations, all major Canadian chartered banks, and several insurance companies. Bilateral trade peaked at \$1.9 billion in 1993.
- In 1993, Canadian exports to Hong Kong totalled \$760 million. Imports to Canada from Hong Kong totalled \$1.2 billion.
- Cumulative Canadian direct investment in Hong Kong was valued at \$805 million at the end of 1992.

- Opportunities for Canadian companies exist in construction (primarily as part of the plan to develop a new port and airport), building materials, environmental protection, security products and processed foods.
- Recent Canadian company success stories based on outstanding export performance in Hong Kong include 2000 + Connections, Seagram Company Limited, Canac Telecom, Northern Telecom Ltd., SHL Systemhouse Inc., KAO Infosystems Canada Inc. and Cari-All Inc.

Canadians in Hong Kong During the Second World War

Late in 1941, the Allies, hoping to deter hostile action by Japan, reinforced their outpost at the Crown colony of Hong Kong. Canada was asked to provide two battalions, and sent 1,975 members from the Royal Rifles of Canada (from Quebec City) and the Winnipeg Grenadiers. They sailed from Vancouver on Oct. 27, 1941, and arrived in Hong Kong Nov. 16.

Some 14,000 Allied troops from the United Kingdom, Hong Kong, Canada, Singapore and India defended the Crown colony, including the island of Hong Kong and the adjacent mainland areas of Kowloon and the New Territories. The Canadian battalions, with Britain's Middlesex Regiment, formed the island brigade.

Neither Canadian battalion had battle experience, having served only on garrison duty — the Grenadiers in Jamaica and the Royal Rifles in Newfoundland. Nor had they received all the training required for front-line troops, but it was believed they would have time to complete their training in Hong Kong. Instead, they became the first Canadian soldiers to fight as a unit in the Second World War when Japan almost simultaneously attacked Pearl Harbor, Northern Malaya, the Philippines, Guam, Wake Island and Hong Kong.

The Japanese attacked the mainland positions on Dec. 8 (in North America the date was Dec. 7), and all mainland troops withdrew to Hong Kong on the 11th. On Dec. 18, the Japanese invaded the island. The invasion force was overwhelming in strength, backed with a heavy arsenal of artillery and air support. The Allied troops had no significant air or naval defence, and no hope of being relieved or resupplied. Yet they fought and held out for several days. Governor Young, after being advised that further resistance was futile, surrendered the colony on Christmas Day.

In 17½ days of fighting, 290 Canadians were killed; 493 were wounded. Those who survived were imprisoned in foul conditions in camps in Hong Kong, where another 129 Canadians died. Early in 1943, 1,184 Canadians were taken to Japan for forced labour in industries, including mining. About 135 of them died. In all, more than 550 of the Canadians who embarked for Hong Kong never returned to Canada.

Company Sergeant Major John Osborn of the Winnipeg Grenadiers earned the Victoria Cross — the Commonwealth's highest award for valour in action — posthumously, in the defence of Hong Kong. The Japanese were throwing grenades into the Canadians' positions and Osborn grabbed several and threw them back. One grenade fell where he could not reach it in time; he shouted a warning to his comrades and threw himself on the grenade, saving many lives.

Sai Wan Bay Memorial in Hong Kong honours the Allied troops, including John Osborn, who died defending the Colony and who have no known grave. The cemetery there contains the graves of 283 Canadians, some of whom are unidentified. Twenty Canadians are buried in Stanley Military Cemetery in Hong Kong, and 137 Canadians are buried at the Yokohama British Commonwealth War Cemetery, the only Commonwealth cemetery in Japan.

Canada-Hong Kong Agreements

Subject	Date Signed	Agreements
Extradition	September 1993	Agreement for the Surrender of Fugitive Offenders
Air Services	June 1988	Agreement concerning Air Services (in force June 24, 1988)
Narcotics	November 1990	Agreement concerning the Investigation of Drug Trafficking and Confiscation of the Proceeds of Drug Trafficking (extended until February 1996 during Minister of Foreign Affairs visit in 1994)

Hong Kong: Fact Sheet

General

Capital	Hong Kong
Population	5.92 million (1993)
Population growth rate	1.19%
Area	1,071 sq. km
Currency	\$1 Cdn = \$5.73 HK (1994)
Language	English, Cantonese

Political

Type of government	British Colony
Head of state	Queen Elizabeth II, represented by Governor Chris Patten
Main political parties	United Democrats of Hong Kong; Meeting Point; Liberal Party; Democratic Alliance for the Betterment of Hong Kong
Memberships	General Agreement on Tariffs and Trade; Asia-Pacific Economic Co-operation

Economic

Gross domestic product	\$84.8 billion US (1992)
GDP growth rate	5.5% (1993)
GNP per capita	\$16,875 US (1993)
Inflation rate	8.5% (1993)
Unemployment rate	2.2% (1992)
Imports from Canada	\$776.4 million (1993)
Exports to Canada	\$1,200.7 million (1993)
Trade balance	\$424.3 million (1993)
Major imports from Canada	Gold coins and bullion, telecommunications, electrical machinery, paper packing materials, mechanical appliances, engine parts, food products
Major exports to Canada	Apparel, electrical machinery, mechanical appliances and engines
Canadian direct foreign investment	\$805 million (1992)

Diplomatic Representation

Canadian Commission in Hong Kong	Commissioner Garrett Lambert Phone: (011-852) 810-4321
----------------------------------	---

Hong Kong

Located on the southern coast of China, the territory of Hong Kong has one of the world's finest natural harbours. With an area of 1,071 sq. km, comprising more than 200 islands and islets and a portion of the mainland, Hong Kong lies east of the Pearl River estuary adjoining the Chinese province of Huangdong. Government and business are concentrated on the northern rim of the 80 sq. km Hong Kong Island.

The population of Hong Kong is estimated at 5.9 million, about 97 per cent of which is Chinese. Hong Kong is a British Crown colony. Its head of government is the Governor, who is the Queen's representative. The Executive Council is the highest consultative body of the government.

Hong Kong's economy has expanded rapidly over the past decade. The territory has emerged as a major international financial centre and the 10th largest trading economy in the world. Its location, small size and lack of natural resources have given rise to a dependence on imports and, consequently, to an export-oriented development strategy. Closer economic links with China over the past decade have made Hong Kong and China each other's most important trading partner.

Hong Kong has a free enterprise economy. It is autonomous in financial affairs and the government's policy is to encourage private sector growth and to contain the size of the public sector. While manufacturing used to be the most important sector of the Hong Kong economy, the relocation of labour-intensive industries to China in recent years has produced a considerable decrease in manufacturing employment.

Manufacturing now employs about one-fifth of the work-force. Light manufacturing industries producing consumer goods predominate. Trade, restaurants and hotels, and financial services now contribute more to the gross domestic product than manufacturing.

Notes

Notes

Notes